В.А. Дунаевский, А.Б. Цфасман. Николай Михайлович Лукин. М. Наука. 1987. 192 с.

Vladimir Dounaïevski, Arkadi Tsphasman. Nikolaï Mikhaïlovich Loukine. Moscou. Naouka. 1987. 192 p.

Depuis plus d'un quart de siècle le professeur V. Dounaïevski s'occupe des questions d'histoire de l'historiographie soviétique, surtout de celles des pays occidentaux. Ses travaux sont bien connus en Union Soviétique³⁹⁰. Son livre récent (écrit en collaboration avec A. Tsphasman) est consacré à l'activité de l'éminent historien soviétique, l'académicien N. Loukine, qui fut l'un des fondateurs de l'historiographie soviétique.

Certes, on a écrit beaucoup sur la vie et l'œuvre de Loukine³⁹¹. En tout cas, les auteurs de ce livre en utilisant une riche documentation inédite tirée des archives soviétiques ont écrit une biographie passionnante et originale du savant.

La vie de Loukine est analysée selon trois aspects : son passé révolutionnaire, son œuvre scientifique considérable, son activité pédagogique. Au début du XX^e siècle, encore étudiant de l'Université de Moscou, Loukine s'est engagé bien jeune dans la lutte révolutionnaire. Il a participé à la première révolution russe de 1905-1907. Membre du parti des bolcheviks de 1904, pour sa vive activité révolutionnaire Loukine fut arrêté deux fois, même on l'a exilé de Moscou pour un an.

Revenu de l'exil, il a terminé ses études à l'université. Sa dissertation qui fut son premier ouvrage sérieux, fut consacrée à la chute de la Gironde. En dépouillant les dossiers des archives, les auteurs de ce livre ont pu trouver cet ouvrage inédit, bien que les historiens (y compris Loukine) l'aient cru perdu depuis longtemps. L'étude de ce manuscrit prouve que Loukine, des ses premiers pas dans la science, s'appuyait sur la méthodologie marxiste (p. 27).

La Révolution d'Octobre a ouvert un chemin libre pour l'activité scientifique de l'historien. Sur la base de la méthodologie marxiste Loukine a continué énergiquement ses recherches dans le domaine de l'histoire moderne des pays de l'Europe Occidentale. Les auteurs ont analysé ses ouvrages principaux consacrés à la Révolution française, dont il fut l'amateur passionné durant toute sa vie. Il convient de souligner que ses travaux sur la Révolution constituent la

³⁹⁰ V. Dounaïevski. L'historiographie soviétique d'histoire moderne des pays de l'Occident, 1917-1941. Moscou. 1974 (en russe) ; V. Dounaïevski, G. Koutchérenko. Le socialisme utopique occidental dans les travaux des historiens soviétiques. Moscou. 1981 (en russe), etc.

³⁹¹ Le plus important est le livre du professeur Galkine : I. Galkine. N.M. Loukine, révolutionnaire, savant. Moscou. 1984 (en russe).

majeure partie de son œuvre. Parmi ceux-ci sa biographie de Robespierre est célèbre et a valu à l'auteur une grande réputation³⁹². De l'avis d'A. Dounaïevski et d'A. Tsphasman ce livre a eu une grande importance pour deux raisons. Tout d'abord il est devenu en quelque sorte un manuel d'histoire de la Révolution pour les étudiants, et étant le premier ouvrage historique écrit sur des positions marxistes, il a posé la première pierre de l'historiographie soviétique « de l'histoire de la plus grande révolution bourgeoise » (p. 76).

Plusieurs problèmes de l'époque révolutionnaire sont devenus les objets de recherches de Loukine dans ses autres ouvrages (*Sur l'histoire des armées révolutionnaires, Histoire moderne de l'Europe Occidentale*, etc.), dont on parle dans ce livre. Effectivement, étant un grand érudit, Loukine ne se borna pas à l'époque révolutionnaire. Dans les années vingt il a écrit quelques livres sur la Commune de Paris, sur l'histoire moderne de l'Allemagne qui sont aussi analysés par les auteurs.

L'activité pédagogique de Loukine, à laquelle il fut fidèle jusqu'à la fin de sa vie, ne fut pas moins importante que son activité scientifique. Après la Révolution d'Octobre il a déployé une activité formidable sur ce champ. Loukine enseigna l'histoire moderne dans différents centres de l'enseignement supérieur. Dans les années trente il occupait la chaire d'histoire moderne et contemporaine de l'Université de Moscou. Sous sa direction on a écrit beaucoup de manuels pour les écoles secondaires et supérieures. Loukine a contribué ainsi, pour une grande part à la création de l'école historique soviétique. Parmi ses élèves on peut mentionner les noms de beaucoup de savants distingués comme A. Manfred, V. Daline et d'autres.

Les auteurs ont parlé aussi des efforts de Loukine dirigés vers l'amélioration des rapports culturels et scientifiques entre la France et l'Union Soviétique. Avec E. Tarlé il fut le fondateur (du côté soviétique) de la coopération et de l'amitié des historiens de ces deux pays. Mais ses relations amicales avec les historiens français, surtout avec A. Mathiez sont présentées superficiellement. Sans doute cette question méritait d'être étudiée plus profondément³⁹³. N'oublions pas que c'est Loukine qui a organisé la traduction russe des livres de Mathiez. La coopération des historiens français et soviétiques s'est approfondie grâce aux efforts de ces deux grands savants. Certes, leurs relations étaient très compliquées, elles ont même été rompues en 1930, deux ans avant la mort prématurée de Mathiez. Mais

³⁹² N. Loukine. Maximilien Robespierre (1758-1794). Moscou. 1919. 2^{ème} éd. : 1924 (en russe).

³⁹³ Les rapports amicaux de Loukine et de Mathiez sont analysés par le professeur Galkine (I. Galkine. Op. cit. P. 109-110). C'est peut-être pour cette raison que les auteurs de la nouvelle biographie du savant ont omis ce problème important.

la coopération entre les historiens de France et de l'Union Soviétique a survécu ses fondateurs. Et nous sommes enchantés de le constater.

AHRF. 1990. N° 281. Juillet-septembre. P. 363-364.

Л.А. Пименова. Дворянство накануне Великой французской революции. М. Издательство Московского университета. 1986. 215 с.

Loudmila Piménova. La noblesse à la veille de la Grande Révolution française. Moscou. Éditions de l'Université de Moscou. 1986. 215 p.

À l'occasion du bicentenaire de la Révolution française la chaire d'histoire moderne de l'Université de Moscou a projeté l'édition d'une série : *La Grande Révolution française : documents et recherches*, en six volumes. Les trois premiers livres, y compris celui de L. Piménova, sont déjà parus³⁹⁴. Les autres vont paraître prochainement. Parmi eux une monographie collective sur la bourgeoisie pendant la Révolution, un recueil de documents sur les événements de 1789 à 1799, ainsi qu'un ouvrage sur les traditions de la Révolution dans la vie politique de la France contemporaine (V. Smirnov, V. Poskonine).

Nous ne discuterons que le livre de L. Piménova sur la position de la noblesse. Ce thème intéressant est devenu l'objet de recherches spéciales pour la première fois en Union Soviétique, tandis que les historiens français et étrangers, même russes, ont écrit beaucoup à ce sujet depuis longtemps. En se référant sur une base solide de sources, Piménova a présenté le point de vue marxiste.

Le livre est basé sur l'étude minutieuse des cahiers de doléances de la noblesse composés au cours de la campagne électorale de 1789, qui selon G. Chaussinand-Nogaret « forment bien l'enquête la plus fidèle, la plus sûre et la plus large de l'opinion nobiliaire »³⁹⁵. Piménova a utilisé 165 cahiers de doléances, dont un qu'elle a découvert, et c'est son mérite, pour la première fois. C'est le cahier de doléances du bailliage de Saint-Pierre-le-Mouthier (département de la Nièvre)³⁹⁶. Disons, pour n'y plus revenir, que le texte intégral

³⁹⁴ E. Kojokine. Les ouvriers français de la Grande Révolution à la révolution de 1848. Moscou. 1985 ; A. Ado. Les paysans et la Grande Révolution française. Le mouvement paysan en 1789-1794. 2^{ème} éd. : revue et complétée. Moscou. 1987.

³⁹⁵ G. Chaussinand-Nogaret. La noblesse au XVIII^e siècle. De la féodalité aux Lumières. Paris. 1976. P. 183.

³⁹⁶ L'histoire de ce document est bien curieuse. Il se trouve au musée historique d'Odes-

de ce document important est publié en traduction russe dans l'appendice du livre. On peut souhaiter qu'il soit publié aussi dans les *Annales historiques de la Révolution française*.

Dès le début Piménova a désigné la place de la noblesse dans la société française. En distinguant strictement les couches différentes de la noblesse (« noblesse d'épée », « noblesse de robe », etc.) elle a montré les divergences essentielles existant parmi elles. L'auteur constate que dans la deuxième moitié du siècle « par son image sociale et économique » une nouvelle catégorie de la noblesse s'était formée, qui, à la manière du « gentry » anglaise, s'était engagée dans l'activité économique capitaliste (p. 50).

Piménova a analysé l'attitude de la noblesse à l'égard de l'absolutisme. Les échecs des réformes de Turgot, puis celle de Calonne, l'édit de Lamoignon, qui privait les parlements de leurs fonctions législatives, ont fait naître la « révolte nobiliaire », qui a trouvé le soutien du tiers état. La déclaration du gouvernement dans l'été de 1788 sur la convocation des États généraux, ainsi que les autres mesures prises, sont considérées par elle, à juste titre, comme la naissance de la situation révolutionnaire (p. 68-69).

Que voulait la noblesse à la veille de la Révolution, sous l'influence de quelles idées étaient formées ses vues ? Piménova a discuté ces problèmes dans les deux derniers chapitres, qui sont les parties les plus intéressantes de son livre. L'étude approfondie des cahiers de doléances de 1789, ainsi que l'étude comparative de ces documents avec ceux du XVII^e siècle, ont donné à l'auteur la possibilité d'avancer des explications neuves. Piménova a discuté dans toutes ses péripéties l'influence de l'idéologie des Lumières sur les vues et les pensées de la noblesse. De ce point de vue elle propose une classification bien nette des cahiers qui mérite une attention. Piménova partage les 165 cahiers de doléances en trois groupes principaux. Le premier contient 28 cahiers d'un type traditionnel, dont les auteurs sont restés fidèles à leur manière aux idées et conceptions de la noblesse du XVIII^e siècle. L'autre groupe qui comporte 29 cahiers est classé comme d'un autre type, que l'on peut dire civilisateur et rationaliste. Ces cahiers, où l'esprit des idées des Lumières est dominant, furent rédigés essentiellement dans la région parisienne. Piménova a caractérisé 108 cahiers comme d'une orientation politique incertaine. Donc, l'influence des idées et

sa, où une colonie nombreuse d'émigrés français a été fondée à la fin du XVIII^e siècle. Le secrétaire du bailliage de l'assemblée électorale nobiliaire de Saint-Pierre-le-Mouthier, le comte Langerons en quittant la France révolutionnaire s'est aussi installé dans cette ville littorale. Il a apporté avec lui le cahier de doléances de son assemblée, qui est heureusement conservé dans ses archives (voir L. Piménova. Op. cit. P. 14).

de la culture politique des Lumières d'un côté, et celle des traditions idéologiques nobiliaires de l'autre, ont laissé, à son avis, une empreinte profonde sur le programme social et politique dressé par la noblesse à la veille de la Révolution.

Piménova a présenté les revendications de la noblesse sur tous les plans principaux : ses projets de reconstitution politique, ses vues sur le système économique, social, son attitude envers l'église. En ne niant pas que le mécontentement à l'égard du régime absolutiste était d'un caractère universel parmi la noblesse (p. 64, 157), elle ne partage pas cependant, l'opinion de G. Chaussinand-Nogaret à propos de l'appréciation du programme nobiliaire. L'historien français suppose que « l'ensemble de la noblesse du royaume appelle de tous ses vœux une libéralisation et une démocratisation du régime »³⁹⁷. À la différence de cet auteur, de tous les cahiers de doléances, Piménova ne considère comme libéraux que ceux dont « le programme était opposé non seulement à la monarchie absolue, mais aussi à tout le système social et politique de l'Ancien Régime » (p. 157). D'après ses calculs, seulement 17 cahiers sur 165 peuvent être considérés comme libéraux-réformateurs. Elle détermine la grande majorité des cahiers – 121 –, comme d'une tendance conservatrice-réformatrice et 27 sans accent politique précis.

Les conclusions de Piménova sont différentes de celles de ses prédécesseurs et bien originales. Son livre est une contribution importante à l'histoire pré-révolutionnaire de la France.

AHRF. 1990. N° 281. Juillet-septembre. P. 364-366.

Б.С. Итенберг. Россия и Великая французская революция. М. Мысль. 1988. 256 с.

Boris Itenberg. La Russie et la Grande Révolution française. Moscou. Misl. 1988. 256 p.

Le livre récent du spécialiste connu de l'histoire moderne de la Russie, Boris Itenberg³⁹⁸, a paru à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution française. Certes, le thème de *La Russie et la Révolution française* a suscité de nombreux ouvrages et fut étudié à bien des égards³⁹⁹. En tout cas son approche est originale.

³⁹⁷ G. Chaussinand-Nogaret. Op. cit. P. 196. Voir aussi : p. 226.

³⁹⁸ Le professeur Itenberg est l'auteur de beaucoup de livres, notamment sur l'histoire du mouvement révolutionnaire russe au XIX^e siècle. Par ailleurs, il a aussi écrit une monographie *La Russie et la Commune de Paris*. Moscou. 1971 (en russe).

³⁹⁹ Pour nous limiter aux travaux les plus importants : M. Strangé. La société russe et

En dépit du titre bien étendu du livre, l'auteur se limite, pour la première fois, à un seul aspect du thème mentionné, celui de l'image de la Révolution dans l'esprit public russe du XIX^e siècle. Le thème traité est très intéressant d'autant plus, qu'il demeurerait presque inconnu à ce jour.

Sans entrer dans les détails, B. Itenberg a présenté tout d'abord l'influence des Lumières sur la société russe, ainsi que l'attitude des différentes couches de cette dernière à l'égard des idées des philosophes français de la seconde moitié du XIX^e siècle. En se référant aux lettres de Fonvizin, il a montré que toute la société cultivée russe n'a pas admis les idées des Lumières. Quoiqu'il en soit beaucoup d'autres contemporains, comme Karamzin, le futur historien éminent, et Radichtchev, le fondateur de la tradition révolutionnaire en Russie, s'étaient inspirés des idées des Lumières. L'auteur a minutieusement analysé l'influence de la Révolution sur l'évolution spirituelle de Radichtchev. L'ancien partisan convaincu des changements sociaux par la voie révolutionnaire, Radichtchev s'est éloigné après la Révolution française de ses positions radicales d'autrefois et a commencé à considérer le nouveau tsar Alexandre I^{er} comme capable de délivrer le peuple du despotisme. Selon B. Itenberg la faillite de la Révolution et l'instauration de la dictature militaire en France au 18 brumaire 1799, furent les raisons principales de l'évolution de ses vues politiques.

Les moyens radicaux de la transformation de la société adoptés par la Révolution française furent reprouvés par les représentants de la première génération du mouvement révolutionnaire russe, connus sous le nom de *décembristes*. Étant des révolutionnaires d'origine nobiliaire, ils étaient incapables de comprendre entièrement le rôle et la signification de la Révolution française. L'auteur constate que les *décembristes*, sauf quelques-uns d'entre eux, comme Pestel, l'un de leurs leaders, en approuvant le début de la Révolution, se levaient résolument contre « les horreurs », dont elle fut la cause.

Cependant, la position des leaders du courant révolutionnaire-démocratique des années 1840, Herzen et Belinski fut différente. D'après eux les mesures prises par la Convention étaient indispensables. Belinski soulignait aussi le rôle progressif que la bourgeoisie a joué pendant la Révolution.

À travers de chaudes polémiques B. Itenberg a précisé la place de la Révolution française. Moscou. 1960 (en français) ; K. Djédjoula. La Russie et la Grande Révolution française de la fin du XVIII^e siècle. Kiev. 1972 (en russe). À l'occasion du Bicentenaire de la Révolution un recueil d'articles a récemment vu le jour en russe et en français : *La Révolution française et la Russie*. Moscou. 1989. Il est à noter que la plupart des matériaux publiés dans ce livre ne correspondent pas à son titre par leur thématique.

Révolution dans les querelles politiques des années 1850-1880. Comme à la veille et après l'abolition de la féodalité en 1861 par le manifeste du tsar Alexandre II, la lutte politique avait atteint son sommet dans tout l'Empire russe, les camps politiques opposés jetaient plus souvent qu'auparavant un coup d'œil vers la Révolution française. De la manière la plus démonstrative, B. Itenberg a montré que les courants publics russes dans leur lutte implacable tâchaient de tirer des leçons nécessaires de l'expérience de la Révolution française. Il a brièvement esquissé l'attitude des milieux gouvernementaux, qui s'intéressaient surtout à la politique de la monarchie absolue à la fin du XVIII^e siècle. Le gouvernement tsariste désireux d'écarter les ébranlements possibles, mais bien désagréables, poursuivait particulièrement un seul but, celui d'éviter les fautes commises par la monarchie française à la veille de la Révolution. Quant aux libéraux, c'est le jugement de Kavélin qui est le plus révélateur de leur attitude : « [espérons]... que l'histoire nous débarrassera du développement ultérieur à la manière française ».

Par contre, les révolutionnaires-démocrates des années 1860, dont les vues sont examinées d'une manière plus détaillée par B. Itenberg qui a accordé à ce courant public une place plus étendue, considéraient la Révolution française comme un événement historique inévitable. Popov, l'un des représentants de ce courant, affirmait même, que les véritables responsables de la Terreur étaient les royalistes. Dans son ensemble, B. Itenberg constate que le mouvement révolutionnaire français de la fin du XVIII^e siècle ne fut en Russie profondément étudié que par les révolutionnaires-démocrates. Leurs traditions dans ce domaine sont continuées par les révolutionnaires des années 1870-1880, les *narodniks*. Ils estimaient que la Révolution française avait eu lieu en faveur de la bourgeoisie et non pas du peuple.

B. Itenberg a accordé une place considérable au sort en Russie de deux ouvrages connus sur la Révolution française, ceux de N. Karéiev et de I. Taine, qui ont joué un rôle important dans l'éducation de la jeune génération des révolutionnaires russes. Le livre de Karéiev « Les paysans et la question paysanne en France dans le dernier quart du XVIII^e siècle », comme l'a montré l'auteur, a eu un succès indéniable en Russie grâce à l'actualité du thème traité et a été répandu dans la clandestinité révolutionnaire. Malgré l'attitude partielle et très hostile à l'égard de la Révolution de Taine, son livre « Les origines de la France contemporaine », fut assez utile pour les couches différentes de la société russe grâce à la richesse de l'information qu'il contenait.

L'un des chapitres du livre est consacré à la célébration du centenaire de

la Révolution française en Russie. Pour les lecteurs des *Annales historiques*, il sera intéressant de savoir, que cette date, évoquée en Russie dans les revues provinciales, fut également fêtée par les révolutionnaires russes exilés en Sibérie. À cette occasion ceux-ci ont envoyé deux adresses au président la République française.

En somme, nous possédons une étude fine et richement documentée. Citons toutefois, quelques inexactitudes regrettables commises par l'auteur. Après la tentative de la fuite manquée de la famille royale, Louis XVI par le décret de l'Assemblée constituante du 25 juin 1791 ne fut que suspendu et non pas « détenu dans un château » (p. 15). L'armée de Souvorov fut rappelée par Paul I^{er} de l'Italie avant et non après l'instauration du pouvoir autoritaire de Bonaparte (p. 20). Il est aussi difficile pour nous de partager l'appréciation de l'auteur du pouvoir jacobin, qui n'était pas comme il affirme « une dictature du peuple français » (p. 15).

Le livre de B. Itenberg a comblé une lacune dans l'historiographie de la Révolution française. Il est aussi utile pour ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'esprit public russe au XIX^e siècle.

AHRF. 1990. N° 281. Juillet-septembre. P. 366-368.

П.П. Черкасов. Лафайет. Политическая биография. М. Мысль. 1991. 380 с.

Piotr Tcherkassov. Lafayette. Biographie politique. Moscou. Misl. 1991. 380 p.

Dans l'abondante littérature que suscita le Bicentenaire de la Révolution française en URSS, on peut trouver aussi quelques études biographiques. Citons le livre du regretté N. Moltchanov sur les leaders des montagnards ou le *Talleyrand* de Y. Borisov.

Le genre de la biographie historique a retenu l'attention des historiens soviétiques depuis des années 1920. Les deux biographies de Napoléon écrites par les grands historiens E. Tarlé et A. Manfred sont bien connues aux historiens français. Comme l'historiographie soviétique de la Révolution française s'intéressait surtout aux problèmes touchant à l'histoire des mouvements de gauches, la plupart des études biographiques fut aussi consacrée aux leaders des Jacobins. N'oublions pas les mérites de N. Loukine et A. Manfred dans ce domaine. La biographie de Mirabeau

rédigée par A. Manfred⁴⁰⁰ demeurait longtemps la seule exception dans la « galerie soviétique » des hommes de la Révolution.

À la veille du Bicentenaire, grâce à la nouvelle mentalité, de différentes mutations ont bouleversé la science historique soviétique. Quant à l'étude de la Révolution française il faut citer parmi les tendances nouvelles l'augmentation de l'intérêt vers les problèmes de l'histoire des courants de droite. C'est dans ce même contexte qu'il est nécessaire de placer la publication du livre de P. Tcherkassov sur Lafayette, l'un des plus illustres leaders de droite de la Révolution.

Cet ouvrage a le mérite de projeter un regard neuf sur la personnalité et l'activité de Lafayette⁴⁰¹. L'auteur ne dissimule pas dans la préface du livre son but essentiel, celui de réhabiliter Lafayette dont les historiens de la Révolution (surtout soviétique) ont en effet noirci le portrait.

P. Tcherkassov a tracé la figure bien émouvante de Lafayette. Il a étudié sa participation aux trois révolutions qui ont éclaté à deux côtes de l'Atlantique à la fin du XVIII^e siècle et en 1830. En même temps il a réussi à poursuivre l'évolution de ses idées politiques au cours de sa longue carrière.

P. Tcherkassov pense que les idées de Rousseau dont le jeune homme fut l'admirateur jouèrent un rôle décisif dans sa résolution de prendre part à la révolution américaine. Homme d'une probité et d'un désintéressement rare, Lafayette a décidé de consacrer sa vie et sa fortune à la cause de la délivrance des anciennes colonies britanniques. Selon l'exacte définition de l'auteur il est devenu à la fois « le symbole vivant de la révolution américaine, de la vaillance française et de l'alliance franco-américaine ».

Comme l'a bien marqué P. Tcherkassov, étant l'un des premiers « praticiens » du libéralisme à la veille de la Révolution, Lafayette devint après ses débats le partisan déterminé de la monarchie constitutionnelle et ne renonça à cette plate-forme politique jusqu'à sa détention en 1792. C'est pourquoi sa conduite ne fut jamais approuvée ni par les démocrates, ni par le parti royal. Dans ces conditions ses actions furent souvent incompréhensibles, voire inexplicables pour beaucoup de ses contemporains. De l'avis de P. Tcherkassov les jugements parfois injustes des adversaires de Lafayette ont influencé beaucoup la formation d'un stéréotype négatif de sa personne chez les générations postérieures des historiens.

⁴⁰⁰ A. Manfred. Rousseau, Mirabeau, Robespierre. Trois figures de l'époque de la Grande Révolution française. Moscou. 1986 (en français).

⁴⁰¹ P. Tcherkassov nous a déjà présenté ses vues dans une petite biographie de Lafayette publiée en 1987.

P. Tcherkassov a avancé quelques explications nouvelles de sa conduite pendant la Révolution. Ses tentatives de la réhabilitation de Lafayette nous semblent convaincantes. Il constate que Lafayette n'a pris aucune part à la fuite de la famille royale des Tuileries en juin 1791. L'auteur a discuté également le rôle de Lafayette dans les événements douloureux du Champ de Mars. Il ne nie l'atteinte morale portée à sa réputation par la fusillade. En même temps il attire notre attention sur ses actions décisives afin d'arrêter la canonnade. C'était donc grâce à ses efforts qu'on a échappé de nombreuses pertes.

P. Tcherkassov a examiné en détail la « trahison » de Lafayette en 1792. Fut-il un traître soit un « Monk » de la Révolution française, comme l'ont affirmé quelques-uns des historiens ? Sa réponse est négative. Comme Lafayette, le partisan le plus zélé de la monarchie constitutionnelle n'a pas approuvé la chute de la monarchie, n'a pas accepté l'instauration du pouvoir des Girondins non plus, l'Assemblée législative a prononcé son arrestation. Le commandant de l'armée du Nord fut obligé de quitter sa patrie pour échapper à la prison, sinon à la guillotine, n'ayant entrepris aucun mouvement des troupes vers la capitale révolutionnaire. Donc, P. Tcherkassov a réfuté les accusations de la trahison de Lafayette lancées inlassablement par ses contemporains et reprises plus tard par tant d'historiens⁴⁰².

À l'époque du Consulat et de l'Empire, Lafayette penchait de plus en plus vers la forme du gouvernement républicain, mais il n'est devenu un républicain qu'après la révolution de 1830. L'auteur a étudié la dernière période de sa vie, quand après l'effondrement de l'Empire il est revenu à la vie politique.

À travers de l'activité politique de Lafayette, on peut suivre la vision de P. Tcherkassov de la Révolution française qui est celle d'un historien marxiste. Certes, il se limite aux événements principaux de la veille de la Révolution et à ceux de ses premières années (1789-1792). En accordant une place beaucoup moindre aux émeutes paysannes qui constituaient la partie imprescriptible de la situation révolutionnaire (on ne s'étonnera pas, car son héros n'a jamais pris aucune part aux mouvements populaires), il a particulièrement concentré son attention sur la crise « des milieux dirigeants », en analysant l'attitude de la monarchie absolue, ses relations avec la noblesse, etc. Pour P. Tcherkassov, la Révolution est un événement unique d'un caractère bourgeois-démocratique, qui marchait en avant sous la pression des masses populaires.

⁴⁰² Voir par exemple de multiples allusions à propos de sa trahison dans le récent *Dictionnaire historique de la Révolution française* (Paris. 1989). Les explications de R. Caratini sont plus acceptables, même bien proche à celles de P. Tcherkassov. R. Caratini. *Dictionnaire des personnages de la Révolution française*. Paris. 1988. P. 360.

En partageant complètement son approche à l'égard de la Révolution française, il n'est pas inutile d'émettre ici quelques remarques concernant des problèmes plus particuliers. P. Tcherkassov considère à juste raison le 18 brumaire comme un événement contre-révolutionnaire qui a mis terme à la Révolution. Toutefois, il nous est difficile de partager son attitude vis-à-vis de la position du général Bonaparte à la veille du coup d'État. À son avis, Bonaparte est revenu de l'Égypte avec une résolution ferme de renverser le Directoire (p. 266). Il est évident qu'il se tient toujours à la conception d'A. Vandal, alors que les chercheurs contemporains (particulièrement A. Manfred) ont bien montré que Bonaparte n'avait pas encore de telles intentions en Égypte. Le jeune général n'a sagement profité que des circonstances favorables afin de s'emparer du pouvoir.

L'appréciation de Tcherkassov du Directoire comme un « régime » (p. 266) n'est pas non plus acceptable. Il nous semble que le Directoire était plutôt un mode de gouvernement, ce point de vue est argumenté dans une série de brillants articles de J.-R. Suratteau.

C'est à tort qu'il traite le royaliste Moreau de républicain, en plaçant son nom parmi ceux qui représentaient « l'opposition républicaine au régime bonapartiste » (p. 277). Dans ce cas il a probablement poursuivi son collègue soviétique D. Tougan-Baranovski⁴⁰³. Nul ne peut nier que Moreau était parmi les mécontents à l'époque du Consulat, néanmoins il se trouvait dans un autre camp de l'opposition du régime consulaire, celui de royaliste. Jacques Godechot a depuis longtemps dévoilé de manière irréfutable la trahison de Moreau et ses relations avec les royalistes même avant le coup d'État du 18 fructidor.

Hélas, Tcherkassov n'a pas échappé non plus à quelques erreurs. Le coup d'État du 18 fructidor n'a pas été réalisé par le Directoire (p. 265), mais par la majorité républicaine du Directoire. Après le 18 fructidor, le Conseil des Cinq-Cents et le Conseil des Anciens ne furent qu'épurés des députés royalistes dissous (p. 265). Le commandant de l'armée française en Hollande en 1799 était le général Brune et non Pichegru (p. 266). Celui-ci n'était à cette époque qu'un conseiller dans les armées des alliés. La République batave fut proclamée le 20 janvier 1795 et non à la fin du Directoire (p. 266). Le maréchal Berthier se suicida pendant les Cent-Jours et non au début de la Seconde Restauration (p. 293).

Nos remarques ne minimisent pas la portée du livre de Tcherkassov qui est écrit dans le style des meilleures biographies historiques sorties de la plume de

⁴⁰³ D. Tougan-Baranovski. Napoléon et les républicains. Saratov. 1980 (en russe). Ses vues à propos de la question discutée furent critiquées par J. Godechot et d'autres historiens (H. Kisséliova).

ses prédécesseurs soviétiques.

AHRF 1993. N° 291. Janvier-mars. P. 150-152.

В.П. Смирнов, В.С. Посконин. Традиции Великой французской революции в идейно-политической жизни Франции, 1789-1989. М. Издательство Московского университета. 1991. 220 с.

Vladislav Smirnov, Vladimir Poskonine. Les traditions de la Grande Révolution française dans la vie politique de la France, 1789-1989. Moscou. Éditions de l'Université de Moscou. 1991. 220 p.

L'histoire du transfert des traditions de la Révolution française aux générations postérieures est l'un des sujets les moins étudiés dans l'historiographie de la Révolution. La monographie du professeur V. Smirnov, écrite en collaboration avec V. Poskonine, est en fait le premier essai d'une analyse complète de la formation et du transfert des traditions révolutionnaires, dans toute leur diversité au cours des deux derniers siècles.

Dans l'historiographie soviétique, ces auteurs n'ont qu'un seul prédécesseur, I. Zilberpharb, dont le livre examine l'histoire de traditions révolutionnaires en France dans un délai assez court (1939-1945)⁴⁰⁴. Seuls quelques aspects particuliers du sujet traité sont étudiés par les chercheurs français modernes (M. Agulhon, R. Sanson, etc.). Par contre, l'approche des auteurs de ce livre est bien plus complète. À travers les luttes politiques, les recherches historiques, l'enseignement de l'histoire de la Révolution à l'école, ils suivent minutieusement les différentes voies du transfert des traditions.

Les auteurs décrivent les principaux événements de la décennie révolutionnaire et discutent les différentes idées apparues pendant la Révolution (libérales, démocratiques, républicaines, communistes, etc.), qui ont fait naître les traditions révolutionnaires. En même temps ils étudient le rôle des symboles et des emblèmes, constituant une partie imprescriptible des traditions révolutionnaires, ainsi que celui des fêtes et des chants.

L'un des problèmes essentiels profondément analysé dans ce livre est celui de la place des traditions dans la lutte politique, de la Restauration à nos jours. Comme on le montre bien, les traditions proprement dites se sont formées à

⁴⁰⁴ I. Zilberpharb. Les idées et les traditions de la Grande Révolution française dans la lutte des forces de la démocratie et du fascisme. Moscou. 1971 (en russe).

l'époque de la Restauration en dépit de l'attitude hostile des milieux officiels. De l'avis des auteurs ce ne furent point les révolutions du XIX^e siècle qui jouèrent un rôle décisif dans la reconnaissance définitive des traditions (les révolutionnaires se référaient bien souvent à elles dans leur lutte).

En même temps les auteurs ne négligent pas la tendance de la transformation des traditions révolutionnaires en traditions étatiques et nationales. Ce processus se faisait sentir déjà à l'époque napoléonienne, mais il n'a abouti qu'après l'instauration de la Troisième République, quand les traditions de la Révolution furent officiellement reconnues par l'État.

Les auteurs concentrent leur attention sur l'attitude des socialistes de la fin du XIX^e siècle. En critiquant la république bourgeoise ceux-ci n'approuvaient pas les traditions de la Révolution bourgeoise du XVIII^e siècle. Leurs vues furent plus tard reprises par les communistes français, qui n'ont révisé leur attitude que dans les années 1930, sous l'influence de l'imminence de la menace fasciste et lors de la lutte pour le Front populaire. V. Smirnov et V. Poskonine constatent que les communistes français actuels, ainsi que les socialistes et les gauchistes se considèrent les héritiers des révolutionnaires du XVIII^e siècle. Ils notent que les gauchistes, sans accepter « les principes libéraux de 89 » et le symbolisme révolutionnaire, distinguent parmi toutes les traditions celles qui concernent les formes révolutionnaires de la lutte (p. 138).

Ils analysent aussi la position des parties de droite, des gaullistes, des républicains indépendants, des monarchistes et néo-fascistes. Pour les gaullistes orthodoxes, les traditions révolutionnaires présentaient un intérêt dans la mesure où elles sont devenues nationales. Par contre, pour les gaullistes de gauche elles sont l'une des sources de leur doctrine sociale. Les républicains indépendants utilisent dans leur activité politiques ceux des symboles et emblèmes de la Révolution, qui sont devenus des valeurs nationales. Quant aux monarchistes et aux néo-fascistes, leur attitude est très hostile à l'égard de la Révolution et de ses traditions.

Considérant les anniversaires comme un moyen du transfert des traditions, les auteurs accordent une place considérable aux commémorations du centenaire et surtout du Bicentenaire de la Révolution. Malgré toutes les controverses auxquelles elle a prêté, la célébration du Bicentenaire prouve, que « la Révolution française occupe une place stable dans la mémoire collective des Français qui la considèrent l'un des événements les plus importants de l'histoire nationale et mondiale » (p. 186).

L'enseignement de l'histoire de la Révolution à l'école comme un moyen

important du transfert des traditions est bien étudié par les auteurs qui y consacrent un chapitre (p. 95-120). Mais paradoxalement ils accordent moins d'attention à l'enseignement du même sujet dans les milieux universitaires. La seule information regarde la création d'une chaire de l'histoire de la Révolution à la Sorbonne en 1886. Ils n'écrivent malheureusement rien de l'enseignement universitaire de la Révolution française au XIX^e siècle à Paris et en province (Aix, Besançon) surtout avant, ainsi qu'après la création de cette chaire.

Puisque l'un des moyens du transfert des traditions sont les études historiques, les auteurs brossent le tableau complet du développement de la pensée historique française à partir des historiens de l'époque de la Restauration jusqu'à M. Vovelle et F. Furet. C'est sans doute l'avantage de ce livre. Toutefois, quelques-uns de leurs jugements sont discutables. Celui qu'ils portent sur Mathiez nous semble excessif. N'est-ce pas une exagération de déclarer que « Mathiez développa l'étude économique et sociale de la Révolution commencée par Jaurès » (p. 81) ? En réalité, sa contribution en dépit de tous ses efforts fut limitée⁴⁰⁵. En discutant la position de Mathiez à l'égard de la Révolution d'Octobre, ils mentionnent aussi son adhésion au Parti communiste français (p. 81), sans même faire allusion à sa sortie de ce parti quelques années plus tard. Un lecteur incompetent ne serait jamais capable de s'orienter dans le chemin tortueux parcouru par Mathiez.

Parmi de nombreuses conceptions de la Révolution qu'ils discutent en détail, celle de la « révolution atlantique » se distingue par une interprétation incomplète (p. 90). Il est difficile de préciser la propre position des auteurs à son égard.

Nous nous permettons de faire une objection concernant la Terreur jacobine. L'attitude des auteurs n'est pas univoque. D'après leur conception, les Jacobins créèrent « un régime terroriste », « une machine répressive et bureaucratique » (p. 19, 21). Mais n'y a-t-il pas une contradiction entre ces jugements et d'autres, d'après lesquels, *primo* au cours des événements des 4-5 septembre 1793 les masses populaires exigèrent de la Convention « de mettre la Terreur à l'ordre du jour » (p. 19) ; *secundo* en luttant contre la contre-révolution, les révolutionnaires furent contraints « à écraser leurs adversaires, à sacrifier la liberté et les droits de l'homme, à recourir à la Terreur » (p. 24) ? Dans ses études précédentes V. Smirnov souligne que la Terreur jacobine est venue « d'en bas », du mouvement spontané des masses populaires désirent régler les comptes avec les contre-révolutionnaires. Ce point de vue, auquel ils ne font qu'une allusion dans ce

⁴⁰⁵ Voir A. Soboul. Comprendre la Révolution. Paris. 1981. P. 294 ; *idem* : La civilisation et la Révolution française. T. 2. La Révolution française. Paris. 1983. P. 31-32.

livre (p. 18), nous semble plus acceptable.

Le livre de V. Smirnov et V. Poskonine est le dernier d'une série de six volumes intitulée *La Grande Révolution française : documents et recherches*⁴⁰⁶ et réalisée à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution par la chaire d'histoire moderne et contemporaine de l'Université de Moscou. Sa publication est la meilleure preuve de la vivacité en Russie des traditions historiographiques du XIX^e siècle dans l'étude de la Révolution française. Et qu'il nous soit permis, pour conclure, de souligner les mérites d'A. Ado sous la rédaction duquel tous les livres de cette série ont vu le jour.

AHRF. 1994. N° 296. Avril-juin. P. 359-361.

Д.М. Туган-Барановский. Наполеон и власть. (Эпоха консульства). Балашов. Издательство Балашовского педагогического института. 1993. 304 с.

Djoutchi Tougan-Baranovski. Napoléon et le pouvoir (l'époque du Consulat). Balachov. Éditions de l'Institut pédagogique de Balachov. 1993. 304 p.

L'histoire du Directoire, du Consulat et de l'Empire a certainement suscité beaucoup moins d'intérêt en ancienne Union Soviétique que l'époque de la Révolution dans sa phase ascendante. Quant à la politique intérieure de Napoléon, elle ne fut envisagée que dans les biographies de l'empereur rédigées par E. Tarlé et A. Manfred. Le livre du professeur D. Tougan-Baranovski⁴⁰⁷ sur la formation du régime bonapartiste est la première étude consacrée à ce thème dans l'historiographie soviétique et russe.

L'auteur pose bien des problèmes touchant à l'histoire du bonapartisme, à

⁴⁰⁶ E. Kojokine. Les ouvriers français de la Grande Révolution à la révolution de 1848. Moscou. 1985 (en russe) ; L. Piménova. La noblesse à la veille de la Grande Révolution française. Moscou. 1986 (en russe) ; A. Ado. Les paysans et la Grande Révolution française. Le mouvement paysan en 1789-1794. 2^{ème} éd. : revue et complétée. Moscou. 1987 (en russe) ; La bourgeoisie et la Grande Révolution française (monographie collective). Moscou. 1989 (en russe) ; Documents de l'histoire de la Grande Révolution française. T. 1. Moscou. 1990 (en russe) ; [Documents de l'histoire de la Grande Révolution française. T. 2. Moscou. 1992 (en russe)].

⁴⁰⁷ D. Tougan-Baranovski, docteur d'État, est le titulaire de la chaire de l'histoire moderne et contemporaine à l'Université de Volgograd. Il est un auteur de deux livres sur l'époque napoléonienne : D. Tougan-Baranovski. Napoléon et les républicains. Saratov. 1980 (en russe) ; *idem* : Aux origines du bonapartisme. Saratov. 1986 (en russe).

la politique sociale du Premier consul, à l'idéologie du régime instauré après le coup d'État du 18 brumaire, qui ne sont pas devenu auparavant un objet de recherches de la part de ses prédécesseurs soviétiques. En s'appuyant sur une base solide de sources (matériaux tirés des archives russes, de la presse, des mémoires, ainsi que des pamphlets inconnus ou peu connus qu'il a découverts dans les bibliothèques russes, etc.), il a présenté la vision marxiste du thème traité.

Tougan-Baranovski ne croit pas, à la différence de bien des chercheurs soviétiques, que le coup d'État du 9 Thermidor fut un événement contre-révolutionnaire. Au contraire. Ce coup d'État a marqué « le retour de la Révolution à sa ligne bourgeoise ».

L'auteur brosse tout d'abord le tableau détaillé de la France directoriale en 1798-1799. Il a bien caractérisé les différentes couches de la bourgeoisie à l'époque du second Directoire et a montré les faiblesses de ce gouvernement, qu'il traite de « régime ». Certes, l'influence de la « légende noire » du Directoire se fait sentir dans son analyse. « Partout régnaient le chaos et l'anarchie », écrit-il (p. 50), sans mentionner les entreprises positives du Directoire.

Il a analysé l'activité des camps politiques opposés, surtout celle des républicains. Il nous semble qu'il a exagéré la menace du mouvement démocratique sous le second Directoire. Sa constatation, d'après laquelle « le mouvement jacobin a été bien considérable et avait une grande influence dans le pays pendant les deux dernières années du Directoire » (p. 56), est excessive. Par contre, il ne donne pas une importance primordiale aux actions des royalistes.

Comme le coup d'État du 18 brumaire fut préparé par le mouvement révisionniste (l'auteur est partisan de ce point de vue), il examine minutieusement son développement et les vues de ses idéologues (B. Constant, G. de Staël et d'autres). Apparu après le coup d'État du 18 fructidor, ce mouvement fut à la fois un phénomène idéologique et politique.

À l'inverse des historiens soviétiques, Tougan-Baranovski ne voit pas le coup d'État du 18 brumaire comme un événement exceptionnellement contre-révolutionnaire. Cependant, d'après lui ce fut la réaction bourgeoise qui a triomphé le 18 brumaire : le coup d'État a été dirigé notamment contre les masses populaires et leurs représentants politiques, Jacobins et Babouvistes, ainsi que contre les royalistes. Dans ce cas, nous sommes en accord avec lui. Mais est-il possible de parler de l'existence à l'époque du Directoire d'un « mouvement populaire » ? Nous ne le croyons pas. Rien n'est moins sûr, à notre avis du moins, que d'apprécier l'activité des Jacobins lors du second Directoire comme

un « mouvement populaire ».

Une place centrale est occupée par l'étude de la formation du régime bonapartiste. L'auteur a entrepris une analyse critique des mesures législatives prises par le Premier consul, de la Constitution de l'an VIII au sénatus-consulte de l'an XII, qui contribuèrent à bâtir l'établissement du nouveau régime. Il a montré d'une manière convaincante que toute l'activité législative de Bonaparte poursuivait un seul but, celui de limiter le rôle du pouvoir législatif, élargissant en même temps les fonctions du pouvoir exécutif.

Tougan-Baranovski a présenté d'une part la position des classes et des forces politiques différentes à l'égard du coup d'État du 18 brumaire et du nouveau régime, et de l'autre, l'attitude de Bonaparte envers ses adversaires politiques. Il a dévoilé l'essence de la politique de Bonaparte à cette époque tumultueuse en la caractérisant par une seule définition possible, celle de louvoiement. C'était l'argumentation de Lénine.

En discutant la politique social du régime consulaire, l'auteur souligne l'attitude favorable du pouvoir exécutif envers la législation agraire des Jacobins. Cette circonstance a contribué au processus du développement des rapports capitalistes à la campagne (p. 178). Et de plus, la création de la « Banque de France », l'adoption du Code civil, etc., prouvent que la bourgeoisie a trouvé en la personne du Premier consul le véritable défenseur de ses intérêts.

En somme, Tougan-Baranovski pense à juste raison que Bonaparte défendait les intérêts de la bourgeoisie française et de la paysannerie possédante. Celles-ci sont devenues les appuis principaux de son régime. Rappelons que pour E. Tarlé, Napoléon ne reflétait que les intérêts de la *grande* bourgeoisie et de la paysannerie possédante. L'approche d'A. Manfred avait été beaucoup plus complète : la politique de Bonaparte fut dictée par les intérêts de *toute* la bourgeoisie, ainsi que de la paysannerie possédante. L'auteur soutient l'interprétation d'A. Manfred, en attirant l'attention sur l'importance de l'élaboration par Bonaparte d'un programme social et économique optimal, dans lequel furent intéressées non seulement la bourgeoisie et la paysannerie possédante, mais aussi d'autres couches sociales.

Tougan-Baranovski qualifie, à l'instar de tous les historiens soviétiques, le caractère politique du régime bonapartiste de dictature militaire. L'étude de la politique intérieure du Premier consul (surtout sa position à l'égard de l'opposition et de la presse) lui a permis d'affirmer que Bonaparte a instauré un État autoritaire et totalitaire.

L'un des mérites incontestables de l'auteur est l'examen approfondi des

stéréotypes de la propagande napoléonienne dont le but fut la formation d'une opinion publique favorable. En discutant les efforts de Bonaparte dans ce domaine, il donne une importance particulière aux directives de la propagande officielle : justifier la nécessité du coup d'État du 18 brumaire, souligner le caractère populaire du régime consulaire, présenter Bonaparte comme le partisan déterminé de la paix (à l'intérieur du pays et à l'extérieur), glorifier sa personne. Les idées clefs de la légende napoléonienne furent lancées sous le Consulat.

AHRF. 1996. N° 306. Octobre-décembre. P. 748-749.

Н.А. Троицкий. Александр I и Наполеон. М. Высшая школа. 1994. 303 с.

Nikolaï Troitski. Alexandre I^{er} et Napoléon. Moscou. Vischaïa shkola. 1994. 303 p.

Les historiens russes du XIX^e siècle et les historiens soviétiques ont étudié les différents problèmes de l'époque napoléonienne, surtout ceux de la guerre de 1812 et des relations franco-russes. Les biographies de Napoléon rédigées par E. Tarlé et A. Manfred occupent une place de choix parmi les innombrables études biographiques de l'empereur. De l'avis de Jacques Godechot, le *Napoléon* de Manfred « mérite d'être placé parmi les meilleures biographies de l'empereur »⁴⁰⁸.

Le livre de N. Troitski, professeur à l'Université de Saratov⁴⁰⁹, se distingue parmi les études des chercheurs soviétiques et russes contemporains, consacrées à l'époque napoléonienne, par l'incompétence de l'auteur. Trois grands thèmes y sont abordés : la biographie d'Alexandre I^{er}, celle de Napoléon et l'histoire des guerres napoléoniennes. L'auteur prétend donner de nouvelles interprétations (p. 6). Autrement dit, il s'agit, d'après cette déclaration, d'une nouvelle biographie scientifique de Napoléon, rédigée en russe et présentée sur le vaste panorama de l'époque. C'est la raison pour laquelle nous avons résolu d'en rendre compte. Comme, à la différence de l'auteur, nous ne nous considérons pas spécialiste de l'histoire des deux pays, nous allons laisser hors de notre analyse les chapitres

⁴⁰⁸ J. Godechot. La période révolutionnaire et impériale (publications de 1978 à 1985) // Revue historique. 1986. N 557. P. 200.

⁴⁰⁹ Le professeur N. Troitski est l'auteur de livres sur le mouvement révolutionnaire russe du XIX^e siècle. Il a également publié deux livres sur la guerre de 1812 et sur les débats historiographiques, auxquels elle a prêté.

consacrés à la vie de l'empereur russe et tout ce qui concerne sa politique intérieure.

Notons d'abord que les sources utilisées par l'auteur sont d'une rare pauvreté. Certes, il a utilisé quelques documents tirés des archives russes qui concernent les événements de la guerre de 1812. Or, malgré la déclaration de l'auteur sur l'utilisation des « plus riches publications de documents (russes et étrangères) » (p. 7), il ne cite, parmi toutes les publications françaises et étrangères, que les *Correspondances de Napoléon* (six fois) et les *Œuvres de Napoléon*, publiées par J. Tulard (une fois).

Troitski avoue que la littérature consacrée à Napoléon compte 400 mille œuvres (p. 5). Toutefois, il se limite principalement aux études de ses prédécesseurs soviétiques. Quant à la littérature française, il cite souvent les livres des représentants du courant apologétique des études napoléoniennes de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle (surtout ceux d'A. Vandal), dont la majorité est traduite en russe. L'auteur n'est pas au courant des études biographiques fondamentales sur Napoléon, sorties de la plume des historiens français de la deuxième moitié du XX^e siècle, de G. Lefebvre à J. Tulard. Troitski n'utilise pas non plus, à de rares exceptions près, les études des historiens français consacrées à l'époque napoléonienne. Il ne cite que les ouvrages de A. Soboul, dont la *I^{ère} République* est traduite en russe, J. Thiry, J. Trainé et J. Carminiani.

Sans entrer dans les détails, nous ne concentrerons notre attention que sur les questions les plus importantes. Ayant adopté la conception des apologistes de Napoléon, Troitski parle en maintes occasions des « plans napoléoniens », que Bonaparte établissait durant toute sa vie, même en 1794 (p. 15). Donc, c'est l'influence de la littérature apologétique qui se fait sentir au fil de son récit.

Le chapitre consacré à la vie et l'activité de Napoléon jusqu'en 1801 nous rappelle beaucoup plus un roman qu'une étude historique. Le lecteur ne peut rien trouver de neuf sur l'évolution intellectuelle du jeune Bonaparte, sur ses campagnes d'Italie et d'Égypte.

Troitski traite à la suite des apologistes de Bonaparte, l'œuvre du Directoire sous les couleurs les plus sombres. Ignorant les recherches dans ce domaine, même la littérature écrite en russe, il établit, grâce à sa riche imagination, des parallèles entre les résultats de l'activité du Directoire et les suites d'un tremblement de terre (p. 37). Nous laissons les commentaires à nos lecteurs.

En discutant l'importance historique du coup d'État du 18 brumaire, l'auteur jette un coup d'œil sur les événements-clefs de l'époque post-thermidorienne. Il constate que les coups d'État du 9 thermidor et du 18 fructidor ont contribué au

processus du glissement de la République à droite, vers la « restauration possible du féodalisme » [sic] (p. 34). Il est tout simplement impossible de trouver un autre historien, voire auteur qui ait jamais énoncé une telle idée absurde.

Et c'est donc avec ces « connaissances » qu'il critique, même avec ironie, la conception de A. Manfred surtout sur la position de Bonaparte à la veille du coup d'État du 18 brumaire, selon laquelle ce dernier, lors de son séjour en Égypte, n'aurait pas encore l'intention de s'emparer du pouvoir. Privé, hélas, de la possibilité d'argumenter sa « critique », Troitski répète en bref tout ce qu'avait écrit Vandal.

L'interprétation de cette question, pourtant, a suscité de vives discussions. L'absence de la moindre connaissance de ces débats n'a pas empêché l'auteur de parler au nom de « presque tous les historiens, du Français Vandal à notre Tarlé », qui se tenaient, comme il affirme, sur la même plate-forme (p. 29). Citons d'abord que les études napoléoniennes n'ont heureusement pas été interrompues par la mort de E. Tarlé en 1955. C'est pourquoi nous ne voyons pas la nécessité de mentionner son nom comme un point terminal, sinon une limite décisive, dans ce domaine, d'autant plus que son *Napoléon* a été publié en 1936. En outre, rappelons que G. Lefebvre, le plus éminent spécialiste de l'époque napoléonienne des années 1930-1940, s'est éloigné bien avant Manfred de l'approche de Vandal et a avancé des idées⁴¹⁰ qui ont été plus tard reprises, approfondies et argumentées par Manfred.

Troitski considère que le régime instauré par Bonaparte après le coup d'État contre-révolutionnaire du 18 brumaire est une dictature militaire. La politique de Napoléon, croit-il, reflétait surtout les intérêts de la grande bourgeoisie (p. 161). En même temps, l'auteur constate que l'empereur tâchait de soumettre la bourgeoisie à sa volonté. En somme, il n'y a rien d'original dans ses observations. L'auteur n'expose que les points de vue de ses prédécesseurs soviétiques (E. Tarlé, N. Loukine, A. Manfred, V. Daline), sans discuter les débats que le problème de la dictature napoléonienne a suscités dans l'historiographie française, notamment la conception de J. Tulard, qui ne coïncide pas avec celle d'autres historiens (J. Godechot, A. Soboul, J.-P. Bertaud, R. Dufraisie et d'autres).

Troitski accorde beaucoup plus d'attention à l'histoire des guerres napoléoniennes et à l'analyse des relations internationales. La formation de différentes coalitions (de 1805 à 1815) et le rôle de la Russie dans la lutte impitoyable menée contre la France napoléonienne sont discutés plus en détail que les autres problèmes. Cependant, malgré les descriptions parfois prolixes

⁴¹⁰ G. Lefebvre. *Le Directoire*. Paris. 1970. P. 147 ; *idem* : *La France sous le Directoire*. Paris. 1977. P. 708-709.

des opérations militaires (par exemple, celles de la guerre de 1805), l'auteur ne dit rien de neuf sur la politique extérieure de Napoléon.

Pour être impartial, il nous faut noter que dans le cadre de l'historiographie soviétique et russe ses réflexions sur la politique extérieure de la Russie du début du XIX^e siècle sont fraîches. À la différence de ses prédécesseurs soviétiques Troitski dévoile le caractère agressif de la politique extérieure du tsarisme. Il présente le vrai visage de la politique extérieure de la Russie en soulignant que celle-ci poursuivait deux buts essentiels : celui de conquêtes territoriales et de l'hégémonie en Europe, ainsi que celui de la restauration en Europe des régimes renversés par la Révolution française et par Napoléon (p. 98).

En tout cas, parlant de ce sujet nous n'avons pas le droit d'omettre une circonstance à laquelle l'auteur ne fait pas allusion, mais qui n'est certainement pas secondaire. C'est que les historiens soviétiques, entravés par les chaînes de la censure, n'avaient pas la moindre possibilité d'avancer des idées incompatibles avec l'idéologie officielle sur les questions touchant l'histoire de la politique extérieure de la Russie.

Troitski discute également les relations franco-russes. Citons ses remarques sur l'histoire diplomatique à la veille de la guerre de 1812. Il révèle les intentions agressives d'Alexandre I^{er}, désireux dès 1811 de déclencher une guerre contre la France (p. 193). Aucun des historiens soviétiques n'a vraiment rien écrit à ce sujet pour la raison que nous venons de mentionner. Par contre, parmi les historiens français, c'est J. Tulard qui a étudié cette question en profondeur⁴¹¹.

Dans ce petit compte rendu, il nous est impossible de citer toutes les erreurs et les inexactitudes commises par l'auteur en grand nombre. Néanmoins, notons-en quelques-unes. Robespierre n'a pas été guillotiné le 9 thermidor (p. 14), mais le 10. À la veille du coup d'État du 18 brumaire, Talleyrand n'occupait plus la place de ministre des relations extérieures (p. 32). La Convention a décerné à Pichegru le titre de *Sauveur de la patrie* en 1795 et non en 1794 (p. 90) ; le général a été exilé à la « guillotine sèche » après le 18 fructidor, et non pas en 1796 (p. 90). Pendant la bataille d'Austerlitz, Murat ne se trouvait pas dans la réserve (p. 108), mais commandait avec Lannes l'aile gauche de l'armée française.

Bien souvent, Troitski s'en tient aux conceptions anciennes, depuis longtemps réfutées par les chercheurs contemporains. Nous avons déjà noté son attitude à l'égard de l'œuvre du Directoire. Il qualifie le royaliste Moreau de

⁴¹¹ J. Tulard. Napoléon II. Paris. 1992. P. 56-59. Voir aussi : J. Thiry. Le roi de Rome. Paris. 1968. P. 16-20.

républicain (p. 94). À son avis, Murat n'avait pas de capacités dans le domaine politique (p. 169), et encore il se réfère à la biographie du maréchal rédigée par J. Tulard (p. 194). Il est évident que le contenu de ce livre lui est inconnu. L'auteur soutient l'affirmation de Napoléon, selon laquelle la giberne du soldat de l'armée impériale renfermait un bâton de maréchal (p. 164). Ce point de vue a été définitivement réfuté non seulement par les chercheurs français (J. Tulard, J.-P. Bertaud) dans leurs différentes études, mais aussi par l'historien soviétique C. Botchorichvili⁴¹². Cette même tendance se fait sentir dans ses observations sur le duc de Reichstadt qui, selon lui, aurait été brisé par la lutte qu'il menait à la cour de son grand-père contre l'éducation autrichienne (p. 257)⁴¹³.

Dans son ensemble, le livre de Troitski n'apporte absolument rien de neuf aux études napoléoniennes. Quant à ses réflexions sur la politique extérieures de la Russie, elles sont déjà exposées dans ses livres précédents sur la guerre de 1812⁴¹⁴. En réalité, ce n'est qu'un ouvrage de vulgarisation réalisé au plus bas niveau, qui ne peut être utile même au grand public, car il ne pourra jamais orienter le lecteur incompetent vers la vérité historique.

Inédit, rédigé en 1994.

С.Ф. Блауменау. Споры о революции во французской исторической науке второй половины 60-х – 70-х годов. Брянск. Издательство Брянского педагогического института. 1994. 137 с.

Siméon Blumenau. Discussions sur la Révolution dans la science historique française du milieu des années 1960 jusqu'en 1979. Briansk. Éditions de l'Institut pédagogique de Briansk. 1994. 137 p.

Les historiens soviétiques des années 1960-1980 suivaient avec un vif intérêt les différentes mutations qui bouleversaient l'historiographie française de la

⁴¹² J. Tulard. Problèmes sociaux de la France impériale // Revue d'histoire moderne et contemporaine. T. 17. Juillet-septembre. 1970. P. 654 ; J.-P. Bertaud. Histoire du Consulat et de l'Empire. Chronologie commentée, 1799-1815. Paris. 1992. P. 50 ; A. Palluel-Guillard. Les événements en France // A. Fierro, A. Palluel-Guillard, J. Tulard. Histoire et dictionnaire du Consulat et de l'Empire. Paris. 1995. P. 385-386 ; C. Botchorichvili. Le destin du soldat napoléonien // Voprosi istorii (Questions d'histoire). 1985. N 6. P. 181-186 (en russe).

⁴¹³ Voir à ce propos : J. Tulard. Napoléon II. Paris. P. 123.

⁴¹⁴ N. Troitski. 1812. La grande année de la Russie. Moscou. 1988. P. 16-27 (en russe) ; *idem* : La guerre de 1812. L'histoire du thème. Saratov. 1991. P. 68-69 (en russe).

Révolution et ils ont publié de nombreuses études critiques sur les conceptions récentes de la Révolution française. De fait, ils critiquaient tous ceux qui ne se tenaient pas à la méthodologie marxiste.

Ce fut grâce à la nouvelle mentalité apparue ces dernières années que bien des historiens russes (Y. Bessmertni, A. Gourevitch et d'autres) ont révisé leur attitude à l'égard des écoles historiques occidentales, surtout celle des *Annales*. Le livre de S. Blumenau⁴¹⁵, élève de A. Ado, qui est consacré aux nouvelles tendances de l'historiographie révolutionnaire en France, porte l'empreinte de cette évolution. L'auteur donne une nouvelle interprétation des divers courants de l'historiographie française. Les limites chronologiques ne sont pas choisies par hasard. On sait bien que ce n'est qu'à partir des années 1960 que la nouvelle interprétation de la Révolution suscite de chaudes polémiques dans l'historiographie de la Révolution.

Blumenau interprète tout d'abord les vues des représentants du courant critique, des «révisionnistes», comme on les nommait en ex-URSS, en présentant en détail les travaux principaux de F. Furet, D. Richet, G. Chaussinand-Nogaret et d'autres, dans lesquels ceux-ci contestaient les acquis de l'historiographie «classique» de la Révolution. Il qualifie les idées avancées par F. Furet et D. Richet dans leur premier livre sur la Révolution «d'originales et d'intéressantes» (p. 10), en expliquant qu'à cette époque ils ne niaient pas encore le caractère anti-féodal et bourgeois de la Révolution. La théorie des «élites» qu'il discute minutieusement, joue, à son avis, un rôle décisif dans l'évolution ultérieure des vues de ces auteurs, dont le point final a été la négation de l'existence du féodalisme en France au XVIII^e siècle et du caractère social de la Révolution. La nouvelle interprétation de la Révolution s'est définitivement formée à la limite des années 1960-1970 et a stimulé beaucoup d'études approfondies de l'histoire de l'époque révolutionnaire.

L'approche de Blumenau, est plus moderne que celle de ses prédécesseurs. Il s'engage certainement dans des discussions avec les uns ou avec les autres, conteste, par exemple, les vues de Furet sur les relations entre la bourgeoisie et les masses populaires pendant la Révolution française. Néanmoins, il nous semble que l'auteur se limite parfois à l'exposé des pensées de Furet sans émettre ses propres jugements. C'est pourquoi il est difficile de préciser sa propre position à l'égard des idées-clefs de Furet. Accepte-t-il la théorie du dérapage ? Qu'est-ce qu'était la Révolution : un événement social dans le sens marxiste

⁴¹⁵ Maître de conférences à l'Institut pédagogique de la ville de Briansk. S. Blumenau est l'auteur de plusieurs études consacrées à l'analyse de l'historiographie française.

de ce terme ou un phénomène purement politique ? Dans quelle mesure peut-on la considérer comme une continuité ? On ne trouve pas, hélas, d'opinion explicitement formulée par lui concernant ces questions très importantes et, à la fois, fort discutables.

Avec le deuxième chapitre nous pénétrons dans le domaine de l'historiographie marxiste. Blumenau analyse l'activité des historiens marxistes sous trois aspects : leur contribution à l'étude de l'époque révolutionnaire, leur discussion avec les «révisionnistes» et, enfin, les vifs débats apparus au sein de ce courant lors de cette polémique. Quant aux derniers débats, l'auteur distingue deux tendances différentes : A. Soboul et ses élèves (G. Lemarchand, E. Guibert-Sledziewski) brossaient un tableau essentiellement «féodal» de l'Ancien Régime, sous-estimant, d'après l'auteur, le niveau du développement des éléments du capitalisme dans l'économie française. Par conséquent, ils considéraient absolument nécessaire la voie révolutionnaire de la transition de la société du féodalisme au capitalisme. À leur différence, R. Robin et M. Grenon concentraient leur attention sur la pénétration du capitalisme dans le mode féodal de production. Ceux-ci, ainsi que M. Pelletier, acceptaient la possibilité de la transformation de la société en évitant les perturbations révolutionnaires. Blumenau pense que les querelles entre les historiens marxistes français ont été plus intéressantes que leur polémique «improductive» avec les «révisionnistes».

L'auteur analyse également la discussion des problèmes du Jacobinisme par C. Mazauric, C. Wolikov, F. Brunel et d'autres. Il est regrettable qu'il omette l'*Histoire de la France contemporaine* rédigée par F. Hincker et C. Mazauric⁴¹⁶, dans laquelle l'histoire des Jacobins et de la «République jacobine» est étudiée en profondeur. Il souligne aussi toute l'importance de la contribution de M. Vovelle à l'étude de la mentalité collective de l'époque révolutionnaire.

Le plan des deux derniers chapitres est thématique. Blumenau discute dans le troisième chapitre (*L'histoire socio-économique et politique : approche traditionnelles et nouvelles tendances*) l'état actuel des études de l'histoire économique et politique de la Révolution. Les travaux de M. Agulhon, J. Sentou, M. Morineau, P. Goujard, J. Bastier, G. Freche et d'autres sur l'histoire économique se trouvent au centre de son attention. L'influence de l'interprétation «classique» de la Révolution est plus visible, comme il le croit, sur les auteurs qui ont étudié les problèmes de l'histoire agraire. Par contre, à travers les livres

⁴¹⁶ F. Hincker, C. Mazauric. *Histoire de la France contemporaine*. T. I. 1789-1799. Paris. 1978.

consacrés à la bourgeoisie et à la noblesse, c'est une France d'« économie mixte » et de « nouvelle économie » qu'on remarque (p. 83-84).

Blumenau place l'augmentation de l'intérêt envers l'histoire politique parmi les nouvelles tendances de la science historique française de cette époque. La publication de multiples ouvrages sur l'histoire politique est due, affirme-t-il, aux changements qui ont eu lieu dans les orientations scientifiques des *Annales* et particulièrement à leur retour à l'étude des « événements ». Dans ces conditions, même l'histoire du Directoire, de ce « parent pauvre de l'historiographie de la Révolution française »⁴¹⁷ a attiré, elle aussi, l'attention des historiens.

Beaucoup d'études sur l'histoire du Directoire sont discutées par l'auteur, surtout celles de J.-R. Suratteau. Sa conception originale du Directoire, que nous partageons complètement et d'après laquelle le Directoire aurait été un mode de gouvernement, n'échappe pas à son attention non plus. Contrairement à Suratteau, cependant, Blumenau qualifie le Directoire de régime politique, sans entrer dans une polémique avec lui. C'est tout simplement dommage qu'il ne discute pas les différents points de vue à ce propos, notamment ceux de J. Godechot et D. Woronoff, en les comparant avec ceux de C. Church, historien anglais du Directoire. D'autant plus que leur vision, qui ne rejoint pas celle de Suratteau, est clairement reflétée dans leurs livres examinés par lui⁴¹⁸.

Blumenau a parfaitement raison d'affirmer l'émergence sous leur plume d'une nouvelle image, beaucoup plus positive, du Directoire. Il cite surtout les mérites de Godechot et de Woronoff dans la nouvelle lecture du Directoire.

L'auteur discute aussi *La Révolution armée* de J.-P. Bertaud. Il le critique de ne pas avoir caractérisé la position des commandants de l'armée, parmi lesquels il mentionne les noms des généraux Joubert et Bonaparte, « partisans du pouvoir autoritaire » (p. 83). Or, son objection, à mon avis, n'est pas fondée, parce que le récit de Bertaud examine l'histoire de l'armée jusqu'à l'instauration du second Directoire, quand ces deux généraux n'étaient pas encore partisans du pouvoir autoritaire. En outre, l'attitude de Bonaparte lors de la crise de l'an V est minutieusement étudiée par Bertaud.

Les ouvrages sur les différents aspects de la mentalité collective et de l'anthropologie historique sont discutés dans le dernier chapitre du livre. Blumenau nous présente non seulement les études de B. Plongeron, M. Vovelle, M. Ozouf, S. Bianchi et d'autres, consacrées aux orientations religieuses des

⁴¹⁷ M. Vovelle. *Les aventures de la raison*. Paris. 1989. P. 83.

⁴¹⁸ Il s'agit bien dans ce cas de *La vie quotidienne en France sous le Directoire* de J. Godechot et de *La République bourgeoise* de D. Woronoff.

masses, aux fêtes, à la déchristianisation, etc., mais il analyse aussi les ouvrages dont les auteurs (F. Lebrun, J.-P. Goubert et d'autres) ont étudié les notions et les conceptions des hommes sur la vie et la mort, sur le mariage et la famille, les maladies et les relations intimes. Il constate les succès marquants et indéniables obtenus par les historiens français dans ce domaine.

Dans son ensemble, de l'avis de Blumenau, l'époque dont il est question, est celle de changements et d'innovations, une époque où l'étude approfondie des problèmes particuliers occupe une place prépondérante dans la recherche historique et où l'étude de la mentalité révolutionnaire avait un progrès évident. Les réflexions de l'auteur sont originales et fraîches, une circonstance qui assurera à son livre un succès mérité et une place stable dans l'historiographie russe de la Révolution française.

Inédit, rédigé en 1994.

Луи Антуан Сен-Жюст. Речи. Трактаты. Ответственный редактор А.В. Гордон. Санкт-Петербург. Наука. 1995. 472 с.

Louis Antoine Saint-Just. Discours. Traités. Textes réunis par A. Gordon. Saint-Petersbourg. Naouka. 1995. 472 p.

Aucune période de l'histoire de la Révolution française n'a jamais suscité un aussi grand intérêt dans l'historiographie soviétique que celle de la dictature Jacobine. À part des études spéciales consacrées aux différents problèmes du Jacobinisme, les chercheurs soviétiques ont aussi contribué à la publication des textes originaux des discours des Jacobins éminents. Ainsi, la publication des *Œuvres* de Marat et de Robespierre en trois volumes a été réalisée dans les années 1950-1960 par les efforts conjugués de V. Volguine et A. Manfred⁴¹⁹. V. Daline a organisé pendant les années 1970-1980 la publication des *Œuvres* de Babeuf⁴²⁰.

Malgré maints différends avec leurs prédécesseurs dans les jugements portés sur les Jacobins, les historiens contemporains russes continuent leurs recherches. A. Tchoudinov, par exemple, a réuni les discours de Couthon dans un volume *in quarto*⁴²¹. Les historiens russes ont enfin à leur disposition les discours et les traités de Saint-Just qui ont vu le jour dans la collection *Œuvres littéraires*

⁴¹⁹ J. P. Marat. *Œuvres choisies*. T. 1-3. Moscou. 1956 (en russe) ; M. Robespierre. *Œuvres choisies*. T. 1-3. Moscou. 1965 (en russe).

⁴²⁰ G. Babeuf. *Œuvres*. T. 1-4. Moscou. 1975-1982 (en russe).

⁴²¹ G. Couthon. *Œuvres choisies*. Moscou. 1994 (en russe).

(notons, que les *Œuvres* de Marat et de Robespierre avaient été publiées dans cette même collection) sous la direction de A. Gordon, élève de Y. Zakher.

Ce volume *in octavo* est composé de quatre parties, dont trois comportent vingt et un de ses discours et exposés couvrant la période de 1792 à 1794, trois traités, cent documents touchant son activité lors de ses missions aux années en 1793-1794, cinq lettres, etc. En somme, plus de 130 documents sortis de sa plume, dont treize seulement avaient été autrefois publiés en russe, y ont trouvé place. Les éditeurs ont préalablement comparé la plupart des documents avec ceux qui avaient paru dans le recueil des *Œuvres complètes* de Saint-Just, publié sous la direction de M. Duval (Paris, 1984), et, en même temps, ils ont complété l'édition russe par d'autres documents.

Grâce au choix précis des documents, c'est donc le vrai visage d'un révolutionnaire fervent qui se dresse devant nous. Après la lecture de ce recueil, même un lecteur incompetent peut sans doute avoir une notion de l'étendue de l'activité de Saint-Just. Ce que l'on saisit immédiatement, c'est la diversité de son action qui englobait toutes les sphères essentielles de la lutte de son temps.

Les discours de Saint-Just *Sur le jugement de Louis XVI*, *Sur la Constitution de la France*, etc., jettent la lumière sur sa plate-forme politique radicale qui est celle d'un partisan déterminé de la nouvelle Constitution et de la forme républicaine de gouvernement. Ses vues sociales sont reflétées dans les autres discours et exposés (*Sur les subsistances*, *Sur le Gouvernement révolutionnaire*, etc.). Les exposés célèbres de Saint-Just *Sur les personnes incarcérées* et *Sur le mode d'exécution du décret contre les ennemis de la Révolution*, prouvent son inappréciable contribution aux débats politiques qui ont précédé l'adoption des fameux décrets de ventôse, dont la portée historique a suscité différentes interprétations dans l'historiographie de la Révolution française. Notons à ce propos que A. Gordon soutient dans son ensemble l'attitude de G. Lefebvre et A. Soboul, en constatant que ces décrets n'ont été que le résultat d'une manœuvre tactique (p. 389).

Bien des documents insérés dans ce recueil touchent l'action militaire de Saint-Just qui n'est pas entré dans l'histoire comme un révolutionnaire purement parlementaire, à la différence de nombre de ses contemporains. En plus de ses discours *Sur l'organisation du Ministère de la Guerre* et *Sur l'organisation de l'armée*, les éditeurs ont publié, comme nous l'avons déjà mentionné, cent documents concernant ses missions à l'armée du Rhin et à celle du Nord, ainsi qu'aux frontières du Nord et de l'Est. Quant aux documents touchant ces missions, ils ont été choisis parmi les plus importants qui avaient été publiés sur

ces mêmes missions par Ch. Vallay et A. Soboul. Les documents reflètent toute l'importance du rôle immense joué par Saint-Just et Le Bas lors de ces missions.

On n'a certainement pas oublié non plus la participation de Saint-Just aux débats de la tribune de la Convention. D'après ses exposés *Contre les Girondins* et *Contre les Dantonistes*, ainsi que son dernier *Discours commencé en séance du 9 Thermidor*, on voit le portrait d'un robespierriste dévoué qui a soutenu en maintes occasions la cause de l'Incorruptible.

Ce recueil est aussi enrichi par trois traités théoriques et philosophiques de Saint-Just, *Esprit de la Révolution et de la Constitution de France*, *De la nature, de l'État civil, de la Cité ou des Règles de l'indépendance du Gouvernement*, *Les Institutions républicaines. Fragments*. Ajoutons également que les éditeurs ont présenté les textes critiques de deux derniers traités. C'est leur mérite indéniable. On a omis l'*Organt*, mais il est facile de remarquer qu'ils ont concentré leur attention sur les exposés et écrits de Saint-Just de l'époque de la Convention, en poursuivant probablement le but de présenter plutôt l'action d'un révolutionnaire déjà formé que le tableau complet de son évolution spirituelle. Et, à ce point de vue, ils ont indubitablement raison.

La dernière partie contient les articles intéressants de A. Gordon (*Illusions et réalités du Jacobinisme*) et de T. Tchernovertskaia (*Individualité et destinée*), ainsi que de minutieux commentaires rédigés par eux (p. 412-460) et dont la valeur scientifique est incontestable.

Inédit, rédigé en 1996.

А.В. Чудинов. Размышления англичан о Французской революции. Э. Бёрк, Дж. Макинтош, У. Годвин. М. Памятники исторической мысли. 1996. 304 с.

Alexandre Tchoudinov. Réflexions des Anglais sur la Révolution française. E. Burke, J. Mackintosh, W. Godwin. Moscou. Documents de la pensée historique. 1996. 304 p.

Notre collègue russe A. Tchoudinov s'intéresse depuis longtemps aux discussions suscitées par la Révolution française dans l'Angleterre de la fin du XVIII^e siècle⁴²². À ce jour ce thème n'a jamais été analysé en profondeur.

⁴²² A. Tchoudinov, élève du regretté professeur Guennadi Koutchérenko, est un chercheur à l'Institut d'histoire générale de l'Académie des sciences russe. Auteur de nombreux articles sur l'époque révolutionnaire, il a aussi soutenu une thèse de doctorat

Certes, beaucoup de lacunes ont été plus ou moins comblées dans ce domaine, même par les historiens soviétiques. Or, le livre de Tchoudinov est la première étude englobant le problème dans sa diversité.

L'auteur concentre son attention sur l'historiographie de la Révolution par trois éminents penseurs anglais – E. Burke, J. Mackintosh, W. Godwin. Ce choix n'a pas été dicté par un curieux effet du hasard, mais par l'importance de quelques circonstances qu'il mentionne dans la préface. D'abord ces auteurs ont laissé une trace marquante dans les débats dont il est question : Burke a posé la première pierre de la polémique engagée en Angleterre, Mackintosh a écrit la première étude de valeur sur la Révolution et Godwin a eu le mérite de publier le plus célèbre traité social et politique paru à la suite de ces querelles. En outre, ils ont tous les trois représenté des traditions idéologiques différentes : conservatrice, libérale et socialiste.

Tchoudinov analyse en premier lieu l'œuvre de Burke. Sans entrer dans les détails, il donne quelques brefs renseignements sur sa vie et ses activités politiques. Il brosse le portrait d'un homme de conviction, ayant résolument rompu avec ses amis, afin de continuer une lutte acharnée contre la Révolution. De toutes ses batailles politiques, celle livrée contre la Révolution française a été la plus célèbre et lui a assuré une réputation indéniable.

Selon Tchoudinov la philosophie sociale de Burke se base sur des notions religieuses. Ses actions ont été dictées par sa foi en la puissance de la Providence, ce qui a naturellement laissé une empreinte ineffaçable sur son attitude à l'égard de la Révolution française.

Tchoudinov étudie la conception de la Révolution de Burke. Étant l'adversaire le plus déterminé du renversement de l'Ancien Régime par la voie révolutionnaire, Burke condamnait les événements ayant ébranlé la France. D'après lui, il aurait été possible de modifier les vices de l'Ancien Régime par de sages réformes.

En discutant les explications données par Burke sur les causes de la Révolution, l'auteur note parmi celles-ci une raison principale : la révolte des citoyens contre la religion. Mais Tchoudinov souligne en même temps l'originalité de son approche, le fait que Burke considère l'activité des Français, inspirés par les idées des Lumières, dans le contexte de la situation sociale et économique de leur pays.

Parmi les nombreux problèmes touchant la position de Burke, citons celui de la particularité de la Révolution française qui, rompant la continuité historique,

d'État (janvier 1997) consacrée au sujet traité.

était dangereuse.

Dans son ensemble, Tchoudinov pense que Burke ayant pour point de départ sa foi en les lois divines inébranlables, sous-estimant la possibilité des changements introduits par les hommes. Selon lui, les actions des révolutionnaires n'auraient fait qu'approfondir la crise publique. C'est la raison qui explique son attitude hostile à l'égard de la Révolution française.

L'un des mérites incontestable de l'auteur est certainement de discuter l'influence de Burke sur les historiens conservateurs des époques suivantes (Barruel, Taine, Cochin). Il accorde aussi une place majeure à l'étude de l'influence de Burke sur les historiens révisionnistes contemporaines, notamment F. Furet dont les conclusions quant à la Révolution rejoignent celles de Burke. Les idées de Burke ont donc occupé leur place dans l'historiographie révolutionnaire. « Sa méthodologie de l'interprétation de la Révolution française, écrit Tchoudinov, lui a permis de discuter des problèmes et d'esquisser les voies de leur solution, d'une manière qui n'a pas perdu son actualité de nos jours » (p. 143).

Tchoudinov analyse aussi minutieusement la contribution de Mackintosh, de *Vindiciae Gallicae*, publiée en 1791. Comme il le note, les vues de Burke et de Mackintosh sur la Révolution ont été bien proche. Mais à la différence de Burke, Mackintosh acceptait au début de sa carrière la possibilité d'une rénovation du système politique par la voie révolutionnaire.

L'auteur étudie l'évolution compliquée des vues de Mackintosh, dont l'attitude envers la Révolution française a changé au début du XIX^e siècle. À cette époque, les principes avancés dans le *Vindiciae Gallicae* ont été écartés, Mackintosh s'est penché de plus en plus sur la condamnation de l'expérience française rompant la continuité historique. Il continua à affirmer la nécessité d'une rénovation de l'Ancien Régime, mais en rejetant comme solution des moyens révolutionnaires. En 1812 il est définitivement devenu le partisan résolu de réformes pacifiques. Son évolution est typique de celle de beaucoup d'autres contemporaines, indépendamment de leur nationalité. Citons, par exemple, le cas de Marc-Antoine Jullien de Paris.

Donc, dans les nouvelles conditions historiques apparues après l'effondrement du Premier Empire, Mackintosh a fait, selon l'auteur, tout son possible pour soutenir, en se référant à la Révolution française, le mouvement libéral européen.

Pour éclairer la conception de Godwin, Tchoudinov analyse particulièrement le célèbre traité *Justice politique* paru en 1793, résultat de réflexions sur la

Révolution française. Selon Godwin, la diffusion des idées de la liberté et de la justice aurait apporté une aide puissante à la rénovation de l'ordre public. Godwin soulignait surtout le caractère politique de la Révolution, la considérant comme un événement dont le but était le remplacement de l'ordre « despotique » par l'ordre « démocratique ». À l'instar de Mackintosh, il était le partisan de rénovations par des moyens pacifiques. Toutefois, d'après lui, le changement ne pouvait s'opérer que par la voie révolutionnaire. À ce propos, Tchoudinov attire notre attention sur un fait intéressant : Godwin proposait de recourir à la fois à des moyens révolutionnaires et à des changements progressifs (p. 251-252).

L'auteur ne croit pas qu'il soit raisonnable de regarder la doctrine politique de Godwin comme doctrine anarchique. En polémiquant avec d'autres chercheurs, il a bien défini sa position. En même temps, à son avis, la théorie de Godwin ne peut être considérée comme communiste (p. 289). Néanmoins, il range Godwin parmi les représentants de la pensée socialiste du XIX^e siècle.

Nul ne saurait contester, sans doute, la compétence et la rigueur scientifique de l'auteur, dont la synthèse enrichi nos connaissances. Cependant, à titre d'observation, émettons ici quelques jugements sur des problèmes plus particuliers. À la suite de la plupart des historiens soviétiques/russes, Tchoudinov parle de « l'historiographie anglo-américaine » (p. 12, 25). Il nous semble que l'historiographie anglaise de la Révolution doit être strictement distinguée de l'américaine.

Il fait aussi allusion à l'existence d'une « école léningradienne d'historiens de la Révolution française » (p. 22). À vrai dire, l'existence d'une telle « école historique », du moins dans les années 1960-1990, est très contestable, pour ne pas dire plus. À cette époque, il n'y avait (et il n'y a à présent) que quelques chercheurs à Léningrad/Saint-Petersbourg.

Nous ne croyons pas qu'il soit exact de classer Georges Lefebvre parmi les historiens marxistes (p. 119). En ex-URSS, on a parfois injustement traité ce grand savant d'historien bourgeois. Victor Daline, éminent historien de la Révolution, a critiqué, non sans raison, l'un de ses collègues à ce propos. En tout cas, aucun historien soviétique n'a jamais exprimé la volonté de placer son nom parmi les chercheurs marxistes français. En réalité, Lefebvre a continué la tradition socialiste de l'historiographie révolutionnaire.

AHRF. 1998. N° 312. Avril-juin. P. 362-364.

Исторические этюды о Французской революции. Памяти В.М. Далина (к 95-летию со дня рождения). Ответственный редактор А.В. Чудинов. М. Институт всеобщей истории РАН. 1998. 322 с.

Études historiques sur la Révolution française. Hommage à Victor Daline (1902-1985). Sous la direction d'Alexandre Tchoudinov, en collaboration avec Dmitri Bovykine et Galina Tchertkova. Moscou. Institut d'histoire générale. 1998. 322 p.

Ce recueil est publié à l'occasion du 95^e anniversaire de la naissance de l'éminent historien soviétique Victor Daline (1902-1985), membre du Comité directeur de la Société des études robespierristes, docteur *honoris causa* à l'Université de Besançon.

Né à Odessa, Daline s'est engagé bien jeune dans le mouvement révolutionnaire. Sa jeunesse a été éclairée par les rayons du soleil de la Révolution de 1917, et par conséquent, il en a subi l'empreinte ineffaçable sur sa mentalité, ses pensées et ses actions, circonstance qui se fait fortement sentir jusqu'au dernier moment de sa vie. Après avoir occupé des postes de responsables dans les organisations importantes du Parti Communiste, il a abandonné en 1924 l'activité politique et à partir de ce moment a consacré toutes ses forces à l'étude de l'histoire moderne de la France.

Élève de N. Loukine, Daline a étudié dès le début de sa carrière scientifique l'histoire du mouvement socialiste en France au XX^e siècle et celle de la Révolution française, ayant été l'un des premiers chercheurs marxistes de l'époque révolutionnaire. Notons qu'en dépit de l'étendue de ses intérêts scientifiques, ces deux domaines se sont constamment trouvés au centre de son attention.

Or, sa carrière a été brusquement interrompue en 1936. Devenu l'une des innombrables victimes de la terreur stalinienne, qui battait son plein à cette époque en URSS, il a été privé de la possibilité de continuer ses recherches. De son propre avis, il a été soupçonné d'avoir des relations avec les *trotskistes*. La machine infernale de la terreur stalinienne l'a condamné à dix ans d'exil, alors que cette accusation n'avait été argumentée par aucune preuve. Après sa remise en liberté il a été exilé pour une deuxième fois en 1948 et n'est définitivement revenu à Moscou et à la science historique qu'en 1955.

Les travaux de Daline, écrits pendant la deuxième période de son activité scientifique, sont bien connus en France. Son *capolavoro* sur Babeuf a eu à

Moscou deux éditions en traduction française (1976, 1987). Ce livre et son recueil d'articles *Hommes et idées*, également traduit en français (Moscou, 1983), ont été couronnés du Prix Volguine par l'Académie soviétique (1971) et ont assuré à leur auteur un succès parfaitement mérité.

Sa mort a été sans doute une perte douloureuse pour la science historique et surtout pour les études révolutionnaires, mais ses élèves et ses collègues continuent à Moscou, malgré la dureté des conditions apparues dans ce pays durant ces dernières années, leurs recherches dans le domaine qui était cher à Daline. Ce recueil d'article en est la meilleure preuve.

Il est composé de trois parties, dont la première comprend des documents sur Daline. Dans leurs souvenirs, ses collègues (V. Smirnov et d'autres) brossent le portrait d'un homme de probité, sincère et modeste, ainsi que d'un historien dévoué, ayant été non seulement un savant remarquable, mais aussi un admirable organisateur des travaux scientifiques. Son talent d'organisateur, noté à juste titre, s'est bien démontré lors de la rédaction de l'*Annuaire d'études françaises* (31 volumes). Je me permets d'ajouter pour ma part, que ce travail pénible, qu'il réalisait avec plaisir, accaparait la majeure partie de son temps. Beaucoup d'articles sur la Révolution y ont été publiés. V. Smirnov attire l'attention sur son immense rôle dans l'amélioration et la consolidation des relations entre les historiens français et soviétiques. Les articles de nombreux historiens français et étrangers (F. Braudel, A. Soboul, J. Godechot, J. Le Goff, J.-R. Suratteau, R. Legrand, W. Markov et d'autres) y ont paru.

En se référant aux documents inédits tirés des archives russes, Mikhaïl Daline étudie pour la première fois un épisode important, mais inconnu à ce jour, touchant à l'activité politique de son père dans les années 1920. Il montre de la manière la plus convaincante que l'étiquette de *trotskiste*, attribué à son père à la limite des années 1923-1924, lors des querelles politiques, était privée du moindre fondement. Toutefois, Daline est arrêté en 1936 et exilé « pour activité contre-révolutionnaire *trotskiste* » (p. 29).

Les éditeurs publient l'article inédit de Victor Daline sur l'éminent historien russe A. Savine (1873-1923), professeur à l'Université de Moscou, ayant enseigné l'histoire moderne de l'Europe. En étudiant le journal de ce dernier, datant de 1908 à 1917, Daline a relevé avec beaucoup de finesse des renseignements intéressants sur la vie universitaire de cette époque, ainsi que des caractéristiques précises de bien des historiens russes célèbres (V. Klutchevski, R. Vipper, E. Kosminski, V. Volguine et d'autres) lancé par A. Savine.

La première partie comprend aussi la *Bibliographie des œuvres* de Daline,

rédigée par l'auteur de ses lignes (p. 70-87). Le sort de cette bibliographie, montrant ses intérêts scientifiques très étendus, a été très semblable à celui de Daline. Elle a été rédigée juste après la mort de ce dernier et était destinée à être publiée dans l'*Annuaire d'études françaises*. Mais les patrons de cette édition (S. Obolenskaya et d'autres), qui n'hésitent jamais à déclarer leurs sentiments de profonde estime à l'égard de la mémoire de Daline et saisissent toujours l'occasion, même dans ce recueil, de constater son rôle immense dans la rédaction de l'*Annuaire*, ont toutefois refusé de la publier. Ce n'est que grâce aux efforts de Tchoudinov qui, il faut le dire, n'a jamais travaillé avec Daline, qu'elle a enfin vu le jour.

Dans les deux autres parties, Tchoudinov a réuni des articles et des publications de documents présentés par les chercheurs russes et étrangers, y compris les études inédites des historiens soviétiques défunts.

E.H. Lemay suit la destinée des Constituants en analysant les causes de leur mort durant de la Révolution. Elle discute l'activité d'environ 102 députés sur 1315 de l'Assemblée constituante (soit 8 %) qui sont mort assassinés ou suicidés. Elle a dressé trois tableaux qui aident les lecteurs à mieux comprendre les motifs de leur mort, leurs orientations politiques, etc. D'après ses calculs, la majeure partie des victimes (39) étaient des nobles, 53 sur 102 ne jouèrent pas de rôle actif dans les débats politiques.

B. Baczko discute un problème compliqué, celui du rôle de Robespierre dans la Terreur. Ce thème, comme le note l'auteur, est depuis longtemps devenu « classique » pour l'historiographie révolutionnaire. N'ayant pas utilisé de documents nouveaux, l'auteur se limite à discuter quelques aspects importants, ceux de l'attitude de Robespierre à l'égard de la Terreur, ses relations avec le peuple, ainsi que l'influence laissée sur lui-même par sa propre activité politique et étatique. D'abord, il constate que la Terreur n'a pas été réalisée d'après des projets préparés préalablement. Il croit que l'un des discours politiques de Robespierre, prononcé à l'automne 1792, a servi de point de départ pour l'installation du monopole de l'État révolutionnaire. Robespierre avait légitimité et systématisé la politique de la Terreur, notamment en l'an II. En même temps, il affirme, qu'étant un homme d'État purement parlementaire, Robespierre n'était pas au courant des dures réalités de la Terreur. Il voulait simplement voir une Terreur pure, comme était pur le peuple. Mais Baczko évite d'expliquer ce qu'avait en vue Robespierre sous le terme de « peuple » ?

Quelques problèmes de l'histoire de l'an II sont étudiés dans les trois fragments inédits du regretté professeur Y. Zakher (1893-1963), publiés par

A. Gordon. Ils concernent notamment Jacques Roux et sont d'un grand intérêt surtout pour les historiens russes, d'autant plus si l'on prend en considération les travaux déjà publiés du regretté W. Markov.

L'historien anglais A. Forrest évoque un problème intéressant, celui du rôle des soldats français dans la diffusion de la Révolution en Europe. Il considère les soldats comme les « premiers missionnaires de la France révolutionnaire ». Quant à l'armée, il considère, non sans raison, que celle-ci était, même sous le Directoire, très politisée. Cependant en dépit de ces circonstances, la politique de la France révolutionnaire dans les pays conquis a fait naître des résistances, car le trait essentiel de l'occupation française était devenu la spoliation. Donc, l'une des conséquences de ces conquêtes a été, d'après Forrest, l'apparition du nationalisme en Europe, devenu au XIX^e siècle l'une des traces les plus marquantes laissées par la Révolution française (p. 177).

L'adoption de la Déclaration des droits en l'an III et les discussions auxquelles elle a donné lieu sont analysées par Y. Bosc.

H. Lébédéva publie un autographe inédit d'Augustin Robespierre daté du 31 octobre 1793, quand il se trouvait à Nice. Ce document, tiré des archives russes, touche les problèmes quotidiens de l'armée française. Par ailleurs, Y. Danilova présente deux pages sorties de la plume de l'éminent historien russe N. Karéiev (1850-1931) sur Saint-Just.

L'histoire de ligne descendante de la Révolution demeure toujours le *talon d'Achille* de l'historiographie révolutionnaire russe. Dans ce contexte, il nous faut citer l'intérêt croissant à l'égard de l'époque thermidorienne. Le thème choisi par D. Bovykine (*Le pouvoir exécutif dans la Constitution de l'an III de la République*) est neuf pour l'historiographie soviétique/russe. La première partie de l'article, dans laquelle il discute les différentes propositions touchant les questions constitutionnelles posées lors de la préparation de la Constitution, est plus intéressante, car elle se base sur les documents des Archives nationales. En se référant également aux sources publiées (les articles de presse, etc.), l'auteur analyse aussi le problème de la séparation des pouvoirs réalisée dans la Constitution de l'an III et le rôle dévolu au futur pouvoir exécutif. Le Directoire n'est donc devenu, à son avis, que l'exécuteur de la volonté du Corps législatif qui a résolu son sort. Ces conclusions essentielles se joignent à celles de M. Troper, spécialiste en droit français.

L'historien de Babeuf G. Tchertkova, publie une lettre inédite d'un auteur inconnu qui est datée du 13 vendémiaire an III et adressée au *Tribun du peuple*. Celle-ci, tirée des archives personnelles de Babeuf, nous aide à mieux

comprendre l'ambiance compliquée régnant au sein de la Convention après le 9 Thermidor.

Nous saluons la publication de l'article du regretté professeur K. Dobrolioubski (1885-1953), auteur de nombreux travaux de valeur sur l'époque thermidorienne, préparé à la publication par B. Kaganovitch, sur le *Théâtre à l'époque thermidorienne*. C'est une étude minutieuse sur les spectacles de cette époque. L'auteur constate qu'après le 9 Thermidor le répertoire théâtral répondait aux exigences urgentes de la vie : la persécution des Jacobins, la défense de la République contre la menace de la coalition monarchique et d'autres sujets se trouvant au centre de l'attention des nouveaux maîtres de la France et donc reflétés dans le répertoire théâtral.

Dans un article théorique *La Grande Révolution française comme phénomène de la culture russe* A. Gordon analyse l'image de la Révolution dans l'esprit public russe au XIX^e siècle, l'intérêt qu'elle avait suscité à l'époque soviétique, et constate que la Révolution française est devenue une référence dans la culture russe. D'après lui, l'image de la Révolution « vit conformément aux lois de la vie russe, meurt et ressuscite conformément aux exigences de la conscience publique du pays, s'intègre aux processus profonds du développement national » (p. 245).

Quelques articles portent sur des sujets historiographiques. Celui d'Anatoli Ado (1927-1995), *La Révolution française dans l'historiographie soviétique*, est rédigé en 1990. Bien que ce sujet soit étudié en maintes occasions par des chercheurs divers (V. Daline, V. Dounaïevski et d'autres), son approche est toutefois originale. Ce n'est pas un aperçu historiographique de la littérature soviétique, mais une étude analytique dans laquelle il a noté en premier lieu les particularités de l'historiographie soviétique de la Révolution : la dominance sur la science historique de la lutte idéologique et politique, l'étude de la Révolution quasi-exclusivement d'*en bas*, la concentration de l'attention principalement sur l'époque de la dictature Jacobine, etc. En outre, les conditions historiques ont contraint les historiens soviétiques à élaborer une conception unique de la Révolution, qui a dominé jusqu'aux années 1980. Toutes ces circonstances ont empêché, à son avis, de présenter l'image de la Révolution dans toute sa diversité. A. Ado a remarqué aussi les nouvelles tendances apparues en URSS à la fin des années 1980 (l'étude de la position de la noblesse et de la bourgeoisie, celle de l'activité des forces politiques de droite, etc.). Citons obligatoirement les mérites du regretté savant dans l'organisation de l'étude de l'époque révolutionnaire dans toute sa diversité.

L'article historiographique de Tchoudinov est consacré à un autre sujet. Il a suivi le destin des archives de G. Romme et a analysé en profondeur toute la littérature historique existant sur l'activité de celui-ci et de son élève P. Stroganov. En somme, il a conclu que l'histoire des relations du « prince russe » et du « régicide français » attend encore son chercheur. Afin d'atteindre ce but, il est nécessaire, comme il l'affirme, d'utiliser les documents des archives russes.

D. Rostislavlev discute la conception de la dictature Jacobine avancée par Karéiev. Parmi les nombreuses observations de l'auteur, citons celle d'après laquelle Karéiev, en formulant sa conception, a examiné les différentes notions du processus historique. Il a notamment pris en considération la rupture historique, ainsi que les « relations entre les institutions de l'Ancien Régime et de la Révolution » (p. 168).

A. Tyrsenko présente l'une des éditions françaises récentes, celle du *Dictionnaire des Constituants, 1789-1791* (Paris, 1991) publié sous la direction d'E.H. Lemay et constate qu'il est un utile instrument de travail.

La publication de ce recueil prouve une profonde estime à l'égard de la mémoire de Victor Daline. En même temps, il est un exemple de fructueuse coopération internationale.

AHRF. 2000. N° 319. Janvier-mars. P. 167-170.

Французский ежегодник – 2000. 200 лет Французской революции 1789-1799 гг.: Итоги юбилея. Ответственный редактор А.В. Чудинов. М. УРСС. 2000. 263 с.

Annuaire d'études françaises – 2000. Le Bicentenaire de la Révolution française de 1789-1799. Textes réunis par A. Tchoudinov. Moscou. URSS. 2000. 263 p.

L'Institut d'histoire générale de l'Académie des sciences de Russie a renouvelé la publication de l'*Annuaire d'études françaises* fondé en 1958 grâce aux efforts de V. Volguine, A. Manfred et V. Daline. En dépit de son immense contribution aux études approfondies de l'histoire de la France, en général, et à celle de l'époque révolutionnaire, en particulier, ainsi qu'au développement de la coopération scientifique entre les historiens soviétiques et français aux années 1950-1980, sa publication a été interrompue en 1990 à cause de difficultés pécuniaires.

Or, nos collègues russes ont heureusement réussi à renouveler sa publication après un intervalle de dix ans. Ce livre, dont la réalisation est également due, outre la contribution des historiens russes, à celle des chercheurs étrangers, est composé de trois parties : *Problèmes et interprétations, Hommes de la Révolution, Bibliographie*.

Les éditeurs ont réuni dans sa première partie des études consacrées aux problèmes historiographiques et à ceux de l'histoire politique, ayant suscité à différentes époques bien des discussions dans l'historiographie révolutionnaire. Les auteurs se réfèrent aux événements bien connus du passé, aux nouvelles données de l'historiographie contemporaine (surtout russe et française) et cette circonstance leur a permis de réviser les différentes vues de leurs prédécesseurs en avançant de nouvelles interprétations qui sont incompatibles avec celles des historiens soviétiques des années 1960-1980.

A. Tchoudinov révèle dans l'article *Le Bicentenaire de la Révolution et l'historiographie russe* des tendances récentes ayant bouleversé le champ des recherches au cours des quinze dernières années. Parmi les circonstances primordiales ayant favorisé la naissance de nouvelles approches, il cite en premier lieu la disparition de l'idéologie officielle dominante et le changement de générations d'historiens. À son avis, la révision de l'attitude des historiens russes à l'égard des « révisionnistes » a transposé la discussion avec eux sur un plan purement scientifique.

En se référant à l'exemple du grand historien Albert Manfred et de son opposant V. Révounenkov (à propos du Jacobinisme), dont les mérites ne sont certainement pas comparables, Tchoudinov discute la légitimité de l'emploi des définitions-clés lancées par les historiens soviétiques sur l'époque révolutionnaire. Il s'agit surtout de termes fondamentaux, comme « ordre féodal et absolutiste », « révolution bourgeoise », etc. Il trouve que les nouvelles recherches ne permettent plus de traiter l'économie française du XVIII^e siècle de féodale. Quant à la notion « absolutiste », elle ne caractérise pas exactement, selon lui, l'ordre politique existant en France aux XVII^e-XVIII^e siècles. À l'inverse de ses prédécesseurs, il ne pense pas que la bourgeoisie capitaliste ait été une classe dirigeante de la Révolution, car son importance, soit dans l'activité industrielle, soit dans le commerce d'outre-mer à la veille de la Révolution, n'était point prépondérante. C'est donc grâce aux acquis de l'historiographie révolutionnaire contemporaine que la conception avancée par les historiens soviétiques, selon laquelle la Révolution serait un événement d'un caractère antiféodal et dont le moteur serait la bourgeoisie, a perdu sa valeur.

L'article de S. Blumenau, quant à lui, se rapporte à l'état actuel de l'historiographie française révolutionnaire. Il discute les nouvelles tendances apparues dans les années 1970-1990 dans l'historiographie révolutionnaire, grâce au Bicentenaire de la Révolution. En notant qu'à la différence de l'époque précédente (1945-1965), l'intérêt des historiens a été concentré sur les problèmes d'histoire politique et culturelle, il motive ce changement par l'interprétation de la Révolution par les « révisionnistes » comme « une lutte pour la liberté et la démocratie » (p. 27). Il distingue trois courants essentiels : néo-libéral, néo-conservateur et « jacobin ». Dans le premier, qui est représenté par F. Furet et ses adeptes, l'auteur analyse minutieusement les changements de vues, soulignant un point important : la reconnaissance par Furet de l'existence d'éléments de féodalisme dans l'économie française à la veille de la Révolution. Les historiens du deuxième courant, malgré leur position négative à l'égard de la Révolution, ont le mérite incontestable d'avoir attiré l'attention des chercheurs sur bien des données quantitatives. Quant aux historiens adhérents à l'interprétation « classique », ils discutent toujours la Révolution d'*en bas* et de *gauche*.

Blumenau concentre son attention sur le développement de la pensée historique de la fin des années 1980-1990, lorsque l'étude de l'histoire de la mentalité a occupé une place majeure dans les recherches. « Les thèmes, les sources, les méthodes ont contribué à une mini-révolution d'un caractère méthodique » (p. 36), note-t-il, car les historiens ont commencé à interpréter les événements révolutionnaires selon les notions de leurs acteurs. En somme, l'étude des notions politiques de ces derniers est devenue l'un des courants principaux de l'historiographie révolutionnaire, qui permet de considérer les événements avec les yeux de leurs contemporains.

Le thème de *La monarchie française de l'Ancien Régime dans l'historiographie actuelle* fait l'objet d'une étude détaillée de la part de L. Piménova. Elle présente le vaste tableau de la recherche historique en France, en Angleterre et aux États-Unis durant les deux dernières décennies. Dans les années 1980, c'est l'étude de la culture politique de la fin de l'Ancien Régime qui occupe une place majeure. Par contre, pendant les années 1990, l'attention des historiens a été concentrée sur l'étude de l'histoire politique. Ces derniers, constate-t-elle, accentuent l'impossibilité de la représentation de la vie politique du XVIII^e siècle et des origines de la Révolution sans l'étude approfondie des événements principaux, ainsi que de l'activité des personnalités éminentes. Elle note que grâce à leurs études, il est devenu évident que l'aristocratie militaire de la deuxième moitié du XVIII^e siècle était une force influente et indépendante.

Piménova distingue nettement trois courants dans l'historiographie, qu'elle qualifie « d'école de la continuité », « d'école de la biographie » et « d'école de la culture politique ». Comme c'est essentiellement l'histoire des conflits politiques du XVIII^e siècle qui se trouve au centre des recherches, elle discute la position de ces courants à propos du sujet en question. Si le premier courant les interprète comme une lutte entre les différentes institutions du pouvoir, ainsi qu'entre les groupes et les corporations publiques, le second présente la même question comme une lutte entre les hommes d'État. L'approche des historiens de « l'école de la culture politique » est également différente : à leur avis, ces conflits ont été motivés par des idéaux politiques et des orientations culturelles différentes.

L'approche de l'historien français P. Gueniffey à l'égard du thème choisi (*La Révolution française et la Terreur*) est originale. Il met la naissance du phénomène de la Terreur en relation avec les actions volontaristes et l'apparition du spectre du « complot aristocratique ». Comme la Révolution elle-même était, à son avis et dès le début une entreprise volontariste, la Terreur serait donc inséparable de l'histoire de la Révolution à partir de 1789.

D. Bovykine soulève quelques questions intéressantes dans son article *Thermidor : problèmes anciens et discussions récentes : qu'était l'époque thermidorienne ?* Est-il possible de traiter ce coup d'État d'événement contre-révolutionnaire ou de limite ayant marqué le début de la ligne descendante de la Révolution (selon la terminologie marxiste) ? Il discute les points de vue des historiens soviétiques à ce sujet, énonçant en même temps ses propres vues sur différents problèmes, pour la plupart en relation avec la Constitution de l'an III. D'après lui, l'époque thermidorienne n'est point une rupture avec 1793. La caractéristique de cette époque de « ligne descendante » de la Révolution n'est pas acceptable pour lui non plus. Il s'agirait donc plutôt d'une période de transition de la forme révolutionnaire à la forme constitutionnelle du gouvernement (p. 102).

Le thème de Thermidor est traité aussi par B. Baczko dans son article *Un retour culturel de l'an III*. Le but essentiel que l'auteur poursuit est de montrer, sur l'exemple de la campagne contre le vandalisme, ainsi que sur celui de la destinée du calendrier révolutionnaire et de la réforme dans le domaine de l'instruction, les changements survenus dans la vie culturelle de l'époque. À la différence des gouvernements révolutionnaires précédents, ayant tenté de freiner la destruction des monuments historiques, les Thermidoriens ont été plus résolus à mettre fin au vandalisme, d'autant plus que cette notion était

alors étroitement liée à celle de la Terreur. Toutefois, Baczko note, que la campagne contre le vandalisme était encore restreinte. Le calendrier incarnant la naissance de la République, était conservé en dépit de la campagne à laquelle sa suppression avait prêté. Par contre, la loi sur l'instruction du 29 frimaire de l'an II, qui mettait celle-ci à la merci de l'idéologie, avait été supprimée.

B. Kaganovitch, en analysant l'ouvrage inédit de K. Derjavne *La langue de la Révolution française*, écrit aux années 1930 et tiré des archives personnelles de l'auteur, constate que c'est la Révolution française qui a créé la langue moderne de la politique en France.

La deuxième partie du livre est consacrée à l'activité des hommes de la Révolution et à l'évolution de leurs opinions. En discutant l'activité de Jean-Baptiste Carrier à la veille et après le coup d'État du 9 Thermidor, V. Lovtchev en vient à une conclusion intéressante : sa sentence condamnait à la fois tout le système politique des Jacobins, privés d'appui social. Il trouve que son procès est devenu en même temps celui de la politique sociale et économique des Jacobins.

A. Tyrsenko discute des vues politiques d'E.J. Sieyès en l'an III. À son avis, celui-ci a été l'un des premiers à argumenter la nécessité de la démocratisation du système représentatif dans le but de sa consolidation.

A. Egorov publie un rapport de Razoumovski, l'Ambassadeur russe à Vienne (tiré des Archives de la politique extérieure de l'Empire russe), adressé à Paul I^{er}, à propos d'un incident qu'il traite « d'étrange dans l'histoire diplomatique », ayant eu lieu à la suite de la nomination du général Bernadotte au poste de l'Ambassadeur du Directoire en Autriche.

L'article de D. Rostislavlev *Louis XVIII et le programme politique de l'émigration française à l'époque de la Révolution de la fin du XVIII^e siècle* est richement documenté. Il est basé sur de nombreux documents inédits tirés des Archives de la politique extérieure de l'Empire russe. Notons que ce thème est demeuré depuis longtemps le *talon d'Achille* de l'historiographie soviétique. En se référant aux documents inédits, l'auteur constate que le programme politique des émigrés a été clairement reflété dans un mémoire établi au début de 1792, d'après lequel le but de ces derniers devenait évident, à savoir la restauration de l'Ancien Régime. Le second document important qu'il discute minutieusement, a été rédigé en 1794. C'est en quelque sorte un projet de la Constitution destiné à la France après la restauration du pouvoir royal. Ce document montre l'évolution des vues des dirigeants de l'émigration, énonçant déjà un désir de compromis politique, certes limité.

L'auteur a sans doute raison de constater l'intention des émigrés de réaliser

leur but par la voie de l'intervention des forces armées des pays européens. Cependant, il nous semble qu'il exagère l'influence que les agents de Louis XVIII auraient pu avoir sur la décision de Paul I^{er} de participer à la deuxième coalition. La considération de Rostislavlev sur le changement de l'attitude de Louis XVIII en 1800 est plus convaincante. C'est donc la menace de l'isolation politique qui l'incite à s'orienter, au début de 1800, vers les compromis. À cette époque, le prétendant (que l'auteur qualifie toujours de roi ?) promet déjà de conserver après la restauration les nouvelles institutions administratives et juridiques formées en France pendant la Révolution.

A. Gladyshev trace le portrait de Saint-Simon en 1802, en constatant qu'au temps du Consulat il était toujours républicain.

On a inséré dans la troisième partie de ce livre une bibliographie composée par Y. Dounaéva présentant l'abondante littérature, consacrée à l'histoire de la France, sortie de la plume des historiens soviétiques et russes pendant les années 1986-1999.

Il nous reste de nous féliciter de la réapparition de cette édition de valeur, qui est si nécessaire surtout pour les études révolutionnaires.

Inédit, rédigé en 2001.

Французский ежегодник – 2002. Историки Франции. К 100-летию В.М. Даллина (1902-1985). Главный редактор А.В. Чудинов. М., УРСС. 2002. 274 с.

Annuaire d'études françaises – 2002. Les historiens de la France. Le centenaire de Victor Daline (1902-1985). Textes réunis par A. Tchoudinov. Moscou. URSS. 2002. 274 p.

L'*Annuaire d'études françaises – 2002*, que nous allons discuter, est dédié à la mémoire de Victor Daline (1902-1985) à l'occasion du centenaire de sa naissance. Cet éminent historien, qui a laissé une trace ineffaçable dans les études d'histoire moderne de la France et surtout dans celles de la Révolution française, s'intéressait aussi aux problèmes historiographiques. C'est peut-être pour cette raison que le livre en question est consacré à la carrière scientifique des historiens soviétiques et français ayant beaucoup œuvré dans le domaine de différents problèmes d'histoire moderne de la France.

La première partie comprend des articles sur Daline sortis de la plume de ses collègues et de ses élèves qui portent indiscutablement la profonde

empreinte des souvenirs. L'auteur de ses lignes brosse non seulement le portrait d'un homme bienveillant, sincère et très honnête, mais aussi d'un chercheur persévérant et d'un maître exigeant, dont le dévouement à la science historique est un exemple pour les représentants de la jeune génération d'historiens. Il analyse ses relations avec les savants français, notamment Albert Mathiez, que Daline connaissait personnellement et qu'il considérait comme l'un de ses maîtres, de même que N. Loukine et V. Volguine. Quant aux relations de Daline avec les historiens soviétiques, l'auteur concentre son attention sur l'amitié qui s'était établie entre lui et Albert Manfred dans les années 1920 et qui a duré près d'un demi-siècle. En se référant à l'exemple de leur amitié, V. Poghosyan révèle le dévouement exemplaire de Daline à la mémoire de son ami. Victime de la terreur stalinienne, Daline a passé presque dix-sept ans de sa vie en exil en Sibérie. L'auteur discute les circonstances de son arrêt illégal. Il s'agit d'ailleurs d'une accusation qui n'avait pas le moindre fondement, car Daline a été soupçonné d'avoir des relations avec les *trotskistes*.

Les souvenirs de A. Gordon sont assez émouvants. Il évoque ses rencontres avec Daline depuis 1958. On trouve au fil de son récit, à part le nom de Daline, ceux de nombreux historiens soviétiques des années 1950-1980 (A. Manfred, Y. Zakher et d'autres). Gordon cite l'originale mentalité de Daline et son approche critique à l'égard de la littérature historique et des sources. Or, Daline était l'un des membres du jury lors de la soutenance de sa thèse du 3^e cycle et Gordon en est fier. Toutefois, il ne dissimule point les différends existant entre Daline et lui-même à propos de quelques problèmes scientifiques.

On a publié aussi les souvenirs de E. Starostine et ceux de R. Legrand. L'historien français se rappelle ses relations amicales avec Daline. Il cite la bienveillance de ce dernier envers lui, ainsi que l'attention portée par Daline à l'égard de ses recherches sur l'histoire du babouvisme.

La première partie du livre contient également l'article détaillé et intéressant de S. Obolenskaya sur l'*Annuaire d'études françaises* depuis sa fondation en 1958 jusqu'à l'interruption de cette édition en 1990 (il n'a reparu qu'en 2000). De la manière la plus émouvante, elle parle de l'immense contribution de Daline à la rédaction de l'*Annuaire*, dont il était le rédacteur en chef adjoint pendant plus d'un quart de siècle. Elle montre avec beaucoup de sensibilité le rôle énorme de l'*Annuaire* dans le développement des recherches historiques en ex-URSS. Il s'agit vraiment d'une édition d'une grande valeur qui a réuni non seulement les œuvres des historiens soviétiques, mais aussi celles des historiens étrangers et a stimulé les études scientifiques.

Quant aux articles insérés dans la première partie, il faut mentionner que M. Daline ne traite qu'un aspect particulier touchant l'activité révolutionnaire de son père dans les années 1910-1920.

La deuxième partie réunit des études sur les historiens français et soviétiques de différentes orientations. V. Smirnov a tracé le portrait de F. Braudel. En se référant aux souvenirs de Braudel, il a suit les étapes essentielles de sa vie jusqu'à sa libération de la captivité allemande. Smirnov analyse son œuvre majeure en évitant de la caractériser politiquement, à la différence de ses prédécesseurs soviétiques (Y. Afanasiev, M. Sokolova et d'autres), qui traitaient Braudel d'historien bourgeois. À son avis, c'est dans sa thèse sur la Méditerranée que Braudel a entrepris sa première tentative réussie d'interprétation de l'histoire « globale » d'une grande région pendant une « longue durée » (p. 88). Il croit que le livre de Braudel sur la *Civilisation matérielle* est un « grand événement dans la science mondiale », ayant énormément contribué aux études de la « culture matérielle, de l'économie et des relations sociales de la société médiévale » (p. 95). V. Smirnov décrit en détail les relations amicales de Braudel avec les historiens soviétiques (A. Manfred, V. Daline, B. Porchnev et d'autres), il parle avec douleur de la triste vérité, à savoir qu'aucune des revues soviétiques n'ait publié de nécrologie après son décès.

G. Kaninskaya a entrepris la première tentative dans l'historiographie soviétique/russe de l'étude de l'activité scientifique de J.-B. Duroselle. À part l'interprétation de la contribution de celui-ci aux études des relations internationales, elle souligne son rôle majeur dans l'organisation des recherches historiques et de l'enseignement supérieur. Elle discute en détail les caractères de son approche innovante de l'histoire des relations internationales (l'importance de l'étude complexe des relations internationales et surtout celle de l'influence des facteurs économiques, ceux de la mentalité sur la politique extérieure de l'État). Elle présente ses différends avec les représentants de l'école des *Annales*. En somme, elle tient Duroselle pour une « autorité incontestable » dans la science historique mondiale.

Quelques articles sont consacrés aux historiens de la Révolution française, comme A. Soboul et F. Furet. Les historiens de la Révolution ont écrit en maintes occasions sur Soboul. Cependant, l'approche de C. Mazauric est originale dont article est intitulé *Albert Soboul – historien et citoyen français*. Il croit qu'il est impossible d'isoler la personnalité de Soboul de son œuvre. Néanmoins, Mazauric élucide les phases essentielles de sa vie et les traits de son caractère. Élève de Soboul, il nous présente l'image de son maître telle qu'il la connaissait,

avec toutes ses faiblesses humaines et tous ses mérites. Homme de conviction, qui n'a jamais quitté, à la différence de biens d'autres, le Parti Communiste français, savant distingué, de la plume duquel sont sortis plus de 300 travaux scientifiques, admirable professeur (32 chercheurs ont soutenu leurs thèses sous sa direction), voilà le portrait de cet homme extraordinaire et de ce grand historien tracé par Mazaauric qui parle beaucoup des relations de Soboul avec les historiens étrangers, soviétiques entre autres (A. Manfred, V. Daline, A. Ado et leurs élèves). Je me permets de constater, pour ma part, que ce remarquable savant, doté d'un charme personnel exceptionnel, a laissé le meilleur souvenir chez les historiens soviétiques qui ont eu la chance de le connaître.

D'après Mazaauric, Soboul « appréciait hautement » le talent de F. Furet (p. 129), dont l'œuvre est commentée par Mona Ozouf. Sans entrer dans les détails, elle analyse quelques-unes des idées-clefs de Furet (celles de la Terreur, du rôle des individus dans la Révolution) et constate avec raison que le temps est venu de jeter un nouveau coup d'œil sur son œuvre, parce que les circonstances actuelles nous permettent de remarquer dans son approche une recherche de la nouveauté. Il faut que nous révisions notre attitude à l'égard de la contribution de Furet, surtout si l'on prend en considération que la plupart des chercheurs (surtout soviétiques) ne considéraient, dans un passé pas très lointain et pendant bien longtemps (l'auteur le note avec raison), l'approche de celui-ci comme une lutte contre l'illusion communiste (p. 157).

Les éditeurs de ce livre y ont publié les articles biographiques de A. Ado et de G. Koutchérenko, écrits respectivement par D. Bovykine et A. Gladychév. Ces deux historiens ont eu de grands mérites, surtout dans le domaine de l'organisation de l'étude complexe de l'époque révolutionnaire en ex-URSS. À travers leurs biographies, il est d'ailleurs possible de suivre les différents bouleversements subis par la science historique soviétique, ainsi que les dures conditions dans lesquelles se trouvaient les historiens de ce pays sous le régime communiste.

Ces mêmes sujets sont traités dans l'article de S. Letchford sur la discussion engagée entre les historiens soviétiques, dans les années 1960-1970, sur la nature de la dictature Jacobine, ainsi que celui du regretté Y. Bessmertni (1923-2000) sur *Les voies du médiéviste en URSS*. La polémique sur le pouvoir jacobin a suscité bien des débats. V. Révounenkov, professeur à l'Université de Leningrad, a développé aux années 1960 sa conception incompatible avec celle de ses prédécesseurs (N. Loukine, A. Manfred, V. Daline) sur la dictature Jacobine. D'après la conception de ces derniers, soutenue *grosso modo* par

la majeure partie des historiens soviétiques, les Jacobins représentaient les intérêts de la moyenne et petite bourgeoisie française et partiellement du peuple français. Or, contrairement aux autres, Révounenkov considérait les Jacobins comme les représentants de la grande bourgeoisie. Les deux côtés engagés dans cette polémique se référaient dans leurs conclusions aux jugements des fondateurs de la théorie marxiste-léniniste. C'est principalement pour cette raison que l'auteur traite à juste titre leurs querelles « d'infructueuses » (p. 214), car il ne s'agissait en fait que de l'interprétation par les participants de cette discussion des jugements controversés de Marx et de Lénine. C'est pourquoi cette polémique portait, à son avis, un sceau plutôt politique que scientifique.

Quant à Bessmertni, il a décrit le chemin épineux parcouru par les médiévistes soviétiques à partir des années 1920 jusqu'à la restructuration entreprise par Gorbatchev. Ils ont dû surmonter bien des barrières idéologiques et politiques, tout en ayant le courage de continuer leurs recherches.

La dernière partie du livre comprend, à part l'article déjà mentionné de Bessmertni, les souvenirs du regretté G. Duby *Les plaisirs de l'historien*, écrits dans un style d'*ego-histoire*.

On a publié aussi la nécrologie de Galina Tchertkova (1938-2001), historienne de Babeuf, que nous avons eu la douleur de perdre en 2001.

Inédit, rédigé en 2003.

Д.Ю. БОВЫКИН. РЕВОЛЮЦИЯ ОКОНЧЕНА? ИТОГИ ТЕРМИДОРА. ИЗДАТЕЛЬСТВО МОСКОВСКОГО УНИВЕРСИТЕТА. М. 2005. 319 с.

Dmitri Bovykine. La Révolution est-elle faite ? Le bilan de Thermidor. Presses de l'Université de Moscou. Moscou. 2005. 319 p.

À la suite de l'éclatement de l'Union Soviétique, l'interprétation marxiste de l'histoire a cédé ses positions dominantes en Russie. Cette évolution essentielle a ouvert un libre chemin pour la rénovation de la recherche historique, qui a notamment conduit à un élargissement des thèmes de recherche ; dans l'étude de l'histoire de la Révolution française, cependant, c'est à de rares exceptions près la période 1789 à 1794 qui a été étudiée. Mais les historiens russes contemporains entreprennent heureusement des efforts pour l'étude de thèmes omis par leurs prédécesseurs. Le livre de Dmitri Bovykine, maître de conférences à l'Université Lomonossov, montre à bien des égards l'influence

des mutations ayant bouleversé la science historique russe.

Bien que certains aspects de l'histoire de Thermidor, à la différence de celle du Directoire, aient été plus au moins étudiés par les historiens soviétiques, l'ampleur de leurs recherches est demeurée limitée, en particulier à l'histoire des mouvements populaires. À leur différence, Bovykine a choisi un thème n'ayant pas attiré à ce jour l'attention des historiens de son pays : celui de la Constitution de l'an III, qui lui permet d'aborder bien des problèmes importants.

Bovykine est le premier historien russe à étudier l'histoire de Thermidor à partir de nombreux documents inédits, tirés des Archives nationales, des Archives de la politique extérieure de l'Empire russe, ainsi que de la presse française, etc. Se référant à une abondante documentation, il nous présente sa vision de l'époque thermidorienne, qu'il convient de préciser dès le début de ce compte rendu. En considérant à juste titre l'époque thermidorienne comme une partie essentielle de la Révolution, il croit que sans elle son histoire ne pourrait être complète. Pour Bovykine, elle est tout d'abord une étape durant laquelle la forme révolutionnaire du gouvernement se transforme en constitutionnelle, ce qui a contribué à la formation des bases politiques du nouveau système de la France (p. 5). C'est également pour cette raison qu'il concentre son attention, au fil de son analyse, sur des problèmes qui sont étroitement liés à ces circonstances.

Comme l'interprétation de l'expression « réaction thermidorienne » a fait couler beaucoup d'encre, Bovykine revient sur la transformation de son sens à travers le prisme de jugements parfois contradictoires, voire controversés, des contemporains et des historiens. Il en conclut que ce n'est qu'au début du XX^e siècle que ce terme perd son sens originel, celui d'une réponse à la « dictature » des Montagnards. À l'opposé des historiens qui ont attribué à l'expression un autre sens, plus proche de celui de la contre-révolution (p. 31), Bovykine discute le mot « réaction », et conclut qu'il est beaucoup plus pertinent d'utiliser le terme de « réaction thermidorienne » dans son sens premier. Il soutient ainsi que la politique de la Convention thermidorienne était une réaction à la Terreur des Jacobins (p. 44).

Comment terminer la Révolution ? Telle est la question qui est au centre du propos de l'auteur. Dans son analyse, Bovykine a raison d'accorder une grande importance à la rédaction de la nouvelle Constitution, dont l'application aurait pu contribuer au passage d'une gestion révolutionnaire à un système constitutionnel qui, d'après l'auteur, aurait signalé la fin de la Révolution (p. 66). Pour lui, ce sont surtout les événements de Prairial qui ont définitivement conduit à la réforme de la Constitution de 1793, qui a permis d'établir le principe

du bicamérisme (p. 76). Dans son livre, il analyse l'activité de la Commission des Onze et la discussion des projets de la nouvelle Constitution. Il présente les propositions qui ont suscité le débat au sein de la Convention, et étudie, dans la mesure du possible, les opinions des contemporains à travers leurs lettres envoyées à la Commission. Quelques remarques qui touchent au mode de travail de la Commission, organisation, réponses à une partie des projets lancés par les citoyens (p. 104-105), ne manquent pas d'intérêt.

Parmi les problèmes-clés discutés par Bovykine, on trouve celui des droits de l'homme et du citoyen en l'an III. Notons que ses conclusions se basent non seulement sur une profonde analyse des sources, mais également sur la comparaison des articles de la nouvelle Déclaration avec ceux des précédentes. Il précise ainsi les divergences essentielles entre ces textes, à commencer par la disparition des droits naturels de l'homme de la Déclaration de l'an III ; les droits naturels ont cédé la place à ceux de l'homme dans la société en général. Dans ces conditions, le droit de résistance à l'oppression a disparu. Bovykine étudie aussi les quatre notions principales sur lesquelles se fondait la Déclaration : liberté, égalité, sûreté et propriété. Comme il le montre, les Thermidoriens ont limité le champ de leur application. Quant à la notion de liberté, elle a été transformée de droit naturel en droit social, désormais seulement capable de régler les relations entre les hommes. D'après lui, cette circonstance excluait à son tour la possibilité de la démocratie illimitée (p. 121, 123). Il en était presque de même à propos de la notion d'égalité, car les Thermidoriens ont écarté la possibilité de l'égalité absolue, en conservant seulement l'égalité devant la loi (p. 128). Comme la notion de sûreté n'a pas fait l'objet de vifs débats, l'auteur n'analyse en détail que celle de propriété. Il discute cette question parallèlement au remplacement du suffrage universel par le suffrage censitaire, en mettant en évidence que les Thermidoriens y ont eu recours pour garantir aux diverses couches de la société la possession des propriétés acquises. En somme, Bovykine démontre que la Déclaration proclame les droits de l'homme, avec une différence, qui est que ces droits n'ont de garanties que dans la société (p. 148). Il ne s'agirait alors que des droits du citoyen.

Bovykine discute également le problème de l'organisation des pouvoirs législatif et exécutif. Il suit les débats au sujet de la formation des nouveaux pouvoirs, et constate qu'il n'existe pas vraiment de désaccord sur la nécessaire séparation des pouvoirs. Étudiant les circonstances ayant influencé les décisions de la Convention à ce sujet, il évoque non seulement le désir d'exclure la possibilité de l'usurpation du pouvoir par une seule personne, mais aussi la

crainte des Thermidoriens envers les masses populaires (p. 194-195). Parmi les idées présentes dans les projets de la Constitution, puis incluses dans le texte, il ne néglige pas l'absence du droit d'insurrection. Mettant en évidence les larges possibilités données aux citoyens de prendre part à la discussion, il a raison de conclure au processus démocratique de l'élaboration de la Constitution. On peut d'ailleurs ajouter qu'il montre également très bien la place des Lumières dans les débats, et notamment celle des écrits de Montesquieu et de Rousseau, tout en mettant en évidence, par des exemples précis, les limites de leur influence. Les développements de Bovykine ont également le mérite d'insister sur la place des exemples étrangers dans le débat ; comme il l'explique, les Thermidoriens, soucieux d'éviter les fautes commises par les révolutionnaires anglais et américains, n'étaient cependant pas désireux d'imiter leur exemple, ils ont résolument écarté la possibilité d'installation en France d'un gouvernement présidentiel (p. 215, 218).

Quant aux querelles qui ont divisé les historiens au sujet des origines des décrets du 5 et du 13 fructidor (le désir de conserver le pouvoir ou celui d'écartier la menace de la possible restauration de la monarchie), Bovykine s'abstient d'émettre sa propre opinion (p. 235) ; il se penche cependant avec quelques détails sur ceux qui ont motivé leur soutien par la crainte de la menace des royalistes (p. 241). L'interprétation de ces décrets, qui ont fait naître l'insurrection du 13 vendémiaire, a suscité de vifs débats : chez nombre d'historiens, l'émeute n'a-t-elle pas été qualifiée de royaliste ? Bien loin d'adhérer à cette opinion, Bovykine préfère attribuer son origine aux sections de Paris, qui s'en montraient mécontentes. En ce domaine, il laisse la voie libre à la confrontation des idées.

Pour en revenir au titre de ce livre intéressant : la Révolution française est-elle faite ? Bovykine est convaincu que les Thermidoriens le croyaient, car ils pensaient instaurer un pouvoir stable, au sein duquel ils s'assuraient la gestion de l'État pour une période assez longue. Dans les faits, c'est le contraire qui se produisit, car les nouveaux maîtres de la République n'ont retenu les rênes du pouvoir que pendant quatre ans sous le Directoire.

Bien que Bovykine n'essaie jamais d'imposer aux lecteurs ses propres points de vue, il les en convainc. Dans ce cas, l'influence de la nouvelle mentalité, l'une des particularités propres aux historiens russes contemporains, est évidente. Qu'il nous soit cependant permis de mentionner, pour conclure, que l'auteur a dédié son livre à la mémoire d'Anatoli Ado, son maître et que, nous ne savons pas pourquoi, dans le chapitre consacré à l'étude des controverses dont Thermidor a fait l'objet dans l'historiographie révolutionnaire, en discutant

même en détail les approches diverses des historiens – des contemporains des événements aux représentants du courant critique –, Bovykine omet de citer le nom de Jacques Godechot, qui considérait le 9 Thermidor comme une « date capitale dans l'histoire de la Révolution »⁴²³.

AHRF. 2008. N° 352. Avril-juillet. P. 291-294.

А.В. Чудинов. Французская революция. История и мифы. М. Наука. 2007. 309 с.

Alexandre Tchoudinov. La Révolution française. Histoire et mythes. Moscou. Naouka. 2007. 309 p.

La science historique russe continue les traditions de « l'école russe » et de l'historiographie soviétique dans le domaine des études révolutionnaires ; la poursuite s'est cependant faite au prix d'une révision profonde de la méthodologie, qui a permis aux chercheurs contemporains de réviser leurs approches du XVIII^e siècle et des événements de la Révolution française, comme en témoigne ce livre d'Alexandre Tchoudinov. Il s'agit en fait d'un recueil d'articles, où l'auteur discute de nombreux et importants problèmes, en révisant les approches de ses prédécesseurs, surtout soviétiques ; sont ainsi débattues les interprétations traditionnelles de l'historiographie soviétique, celles du courant conservateur de l'historiographie révolutionnaire, de même que le parcours de quelques-uns des hommes politiques de l'époque.

La Révolution française a vraiment suscité de vifs intérêts en Russie au cours des deux siècles passés. Mais quelle y a été son image au XIX^e siècle ? Sur ce point, Tchoudinov propose une interprétation solide et volontairement complexe. En notant qu'aucun événement n'a jamais influencé l'esprit public russe autant que la Révolution, il remarque que c'est même un culte qui s'est formé au cours de la première moitié du siècle, culte qui a continué à conserver ses positions dominantes jusqu'à la « Révolution de 1917 » (p. 24). Pour lui, cependant, c'est une lecture originale et d'une certaine manière déformée de la Révolution que l'on donne alors en Russie, et qui s'explique par les réalités de la société russe ; il évoque, d'une part, les auteurs de la première moitié du siècle, qui se référaient aux études des historiens libéraux et socialistes français,

⁴²³ **J. Godechot. La Révolution française. Chronologie commentée, 1787-1799. Paris. 1988. P. 165.**

et, de l'autre, une approche unilatérale, même de la part des historiens éminents de « l'école russe », dont l'auteur apprécie hautement la contribution. Cette approche a été dictée par leur désir de ne voir dans la Révolution qu'un événement au cours duquel la liberté a triomphé dans la lutte engagée contre le despotisme (p. 16) ; c'est pour cela, pense-t-il, qu'on a uniquement interprété les violences de l'an II comme un résultat des hostilités (p. 21). Nous ne suivons pas Tchoudinov, cependant, lorsqu'il qualifie de « génocide » les événements douloureux de la Vendée (p. 21). Certes, il a peut-être suivi dans ce cas l'opinion de quelques-uns de ses prédécesseurs français et même soviétiques (N. Moltchanov). Mais le génocide a différentes composantes, en dépit des querelles suscitées par sa définition, surtout en Israël et aux États-Unis. Parmi celles-ci, je voudrais citer la politique étatique et l'intentionnalité, sur la base desquelles les gouvernements l'ont perpétré, le choix des victimes sur leur appartenance nationale, etc. Pour une définition plus exacte des événements de la Vendée, je proposerais d'utiliser un autre terme, celui de « democide » lancé par R. Rummel, le grand spécialiste américain du phénomène du génocide.

Et si, comme le note l'auteur, le « mythe russe » de la Révolution a été partiellement dévoilé après 1917 par les émigrants russes, l'historiographie soviétique, au contraire, ayant déjà le soutien de l'idéologie étatique, l'a adopté et n'a réalisé les recherches historiques que dans cette direction. À l'exemple de Nikolaï Loukine (1885-1940), fondateur de l'historiographie soviétique des études révolutionnaires, devenu l'une des victimes de la terreur stalinienne, Tchoudinov discute l'atmosphère générale dans laquelle s'est formée l'historiographie marxiste. Alors que les historiens soviétiques, surtout les élèves de Loukine, le considéraient comme un grand spécialiste de la Révolution, Tchoudinov nous en dresse un portrait plus modeste par une interprétation critique de ses travaux ; il insiste sur la dimension politique du personnage, et le présente comme incarnant avant tout « l'idéal communiste de l'historien » (p. 55).

C'est après cette « préface » sur la naissance de l'historiographie soviétique que Tchoudinov discute en détail quelques-unes des questions majeures de l'époque révolutionnaire, surtout au travers du prisme des acquis de la science historique soviétique ; au sein de celles-ci, retenons essentiellement la définition de l'Ancien Régime et le caractère de l'événement « Révolution française ».

Quel a été le caractère du régime français au XVIII^e siècle ? Les historiens soviétiques l'ont assez longtemps qualifié, par une approche marxiste, de féodal et absolutiste. En se référant aux ouvrages des historiens occidentaux,

les spécialistes soviétiques de l'Ancien Régime ont repris cette analyse et l'ont révisée. Le tournant s'est opéré en 1988, lors d'une table ronde sur la Révolution que cite Tchoudinov, au cours de laquelle il est apparu discutable de définir le régime existant en France à la veille de la Révolution de féodal. Tchoudinov accentue beaucoup plus cette tendance, mais il révisé également la seconde définition et c'est là son mérite.

En analysant les relations des rois français, y compris Louis le Grand, avec les différentes institutions, notamment les cours souveraines – dont les parlements –, il met en évidence, grâce à des travaux essentiellement français, l'existence de nombreuses limites au pouvoir royal. L'auteur constate, à juste titre, que nous ne sommes pas en droit de traiter ce régime d'absolu. Toutefois, il ne se limite point dans ce cas à une simple constatation et il explique de manière convaincante les causes de la naissance, d'après sa terminologie, de ce « mythe ». Il croit que celui-ci remonte à l'époque même de la Révolution dont les théoriciens étaient désireux de passer au peuple la souveraineté et, par conséquent, le pouvoir absolu (p. 97), ce qui a contribué, d'après lui, à la formation du mythe de l'appartenance au monarque d'un pouvoir illimité. En outre, dans la première moitié du XIX^e siècle, les vues des historiens libéraux ont beaucoup aidé à la formation d'une image de la monarchie comme modèle d'État absolutiste. Quant à la société russe de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, les circonstances étaient, d'après lui, plus compliquées, car on y a attribué à la monarchie française des traits qui étaient plutôt propres à la réalité russe et, par conséquent, à la monarchie du pays.

Dans son livre, Alexandre Tchoudinov discute aussi du caractère « bourgeois » de la Révolution française ; est-ce un mythe ou une « réalité », pour reprendre le titre de l'un de ses chapitres ? Pour l'historiographie soviétique, retenant la théorie de la lutte des classes, il s'agit d'une « Grande Révolution bourgeoise » ayant aboli le féodalisme en France et ayant énormément contribué au libre développement du capitalisme. Dans ce contexte, c'est assurément la bourgeoisie qui aurait pu diriger le mouvement révolutionnaire. En se référant aux travaux récents, Tchoudinov nuance ce point de vue. Il essaie d'abord de préciser la notion de la « bourgeoisie », en reprenant le débat lancé par A. Cobban et repris par les historiens soviétiques. En s'abstenant de donner une réponse nette à la définition de la bourgeoisie à l'époque de la Révolution, Tchoudinov ne la considère pas comme une classe monolithique et facile à cerner socio-économiquement. En laissant à part beaucoup de ses observations, citons sa contribution à l'étude du rôle des députés de l'Assemblée constituante lors des

débats politiques, réalisée d'après les données du *Dictionnaire des Constituants*, rédigé par E.H. Lemay. L'analyse minutieuse du corps de la Constituante lui a permis de constater que les éléments capitalistes formaient une minorité évidente parmi les députés. Il ne place parmi les partisans de la Révolution qu'un peu plus de la moitié des députés entrepreneurs (p. 124).

Concernant les liens entre la Révolution et le développement du capitalisme, Alexandre Tchoudinov s'en tient au point de vue d'Anatoli Ado, dans son livre sur le mouvement paysan et d'après lequel, la Révolution, après avoir donné la terre aux paysans, a freiné ensuite ce processus dans une certaine mesure (p. 126). Dans son ensemble, l'auteur conteste l'une des thèses primordiales de l'historiographie marxiste, d'après laquelle le développement du capitalisme serait dû à la Révolution, et, par conséquent, il met en doute la nature foncièrement « bourgeoise » de la Révolution (p. 127). L'on peut cependant regretter que, dans cet important débat, l'auteur ne s'en tienne qu'à l'observation des positions des députés de l'Assemblée constituante. Nous souhaitons qu'il puisse continuer ses études dans ce domaine en élargissant le champ des recherches dans le but d'analyser et de préciser aussi le rôle des députés liés aux entreprises au sein de l'Assemblée législative et de la Convention.

Le livre d'Alexandre Tchoudinov aborde encore d'autres questions. Il réexamine les apports du courant conservateur de l'historiographie révolutionnaire, notamment en ce qui concerne le rôle des francs-maçons, et s'intéresse également au rôle des jansénistes, qu'il propose de prendre davantage en considération (p. 192). L'on peut également préciser que, dans un troisième chapitre, l'auteur brosse les portraits de certains hommes majeurs de la Révolution, surtout ceux de Marat et de Couthon, ainsi que du « Jacobin russe » Pavel Stroganov (cette dernière étude est rédigée sur la base de riches documents inédits tirés des archives russes). Enfin, au travers d'études de ténors jacobins, l'auteur révisé quelques-uns des points de vue soviétiques traditionnels, selon lui trop marqués par un esprit apologétique. Pour conclure, précisons que Tchoudinov souligne qu'il entend laisser aux lecteurs et aux représentants des générations à venir la possibilité d'apprécier la justesse de ses jugements et le droit de les réviser. Nous croyons que c'est également l'un de ses mérites.

AHRF. 2008. N° 354. Octobre-décembre. P. 256-258.

Французский ежегодник – 2007. Советская и французская историографии в зеркальном отражении: 20 – 80-е годы XX века. Главный редактор А.В. Чудинов. М. ЛКИ. 2007. 301 с.

Annuaire d'études françaises – 2007. Les historiographies soviétique et française dans un reflet miroir : années 1920-1980. Textes réunis par A. Tchoudinov. Moscou. LKI. 2007. 301 p.

L'Annuaire d'études françaises – 2007 comporte les communications que les historiens russes et français ont présentées au colloque international organisé à Vizille au mois de septembre 2006. L'attention des auteurs se concentre sur trois thèmes principaux : le réexamen de l'œuvre des historiens soviétiques de l'Ancien Régime par les historiens russes, l'analyse critique de la présentation soviétique de l'historiographie non marxiste, et enfin, de la part d'historiens français, l'examen de quelques mutations ayant bouleversé la science historique française.

La première partie du recueil est consacrée à l'étude des débats que l'œuvre de Boris Porchnev (1905-1972) – dont le nom est bien connu en France essentiellement grâce à sa polémique avec Roland Mousnier à propos du caractère des soulèvements en France au XVII^e siècle –, a suscité dans les deux pays. L'étendue des centres d'intérêts de Porchnev, à la fois docteur d'État en histoire et en philosophie, était très vaste, allant des relations internationales, aux origines de l'idéologie communiste aux XVII^e-XVIII^e siècles, à l'économie politique du féodalisme, à la psychologie sociale, etc. Plusieurs auteurs (Z. Tchekantseva, S. et A. Kondratieva, I. Filippov, A. Gladychév) ont analysé sa contribution à l'étude de quelques-uns de ces domaines. Tous s'accordent pour présenter Porchnev comme un ardent marxiste, dont l'œuvre était basée sur la théorie de la lutte des classes (p. 39, 53, 89, etc.). Certains, cependant, soulignent la singularité de son approche marxiste, qui a bien souvent suscité de violentes critiques de la part de ses collègues soviétiques, car ses vues ont été considérées par ceux-ci comme n'étant pas complètement compatibles avec celles de Marx (p. 26, 47, 99). C'est là l'originalité de Porchnev ; il était, d'une part, un historien marxiste déterminé et, de l'autre, un chercheur dont l'esprit ne se limitait pas au cadre habituel désigné pour les historiens soviétiques.

Une partie des auteurs (Y.-M. Bercé, F. Hildesheimer, H. Jouhaud, I. Filippov) est revenue en détail sur les circonstances de la polémique de Porchnev avec Mousnier. Il y a lieu de citer leurs conclusions les plus importantes : la confrontation entre les deux historiens était d'abord de nature idéologique (p.

32), le livre de l'historien soviétique sur les soulèvements paysans au XVII^e siècle a contribué à l'étude en France de l'histoire des mouvements populaires de cette époque (p. 86), les historiens occidentaux n'acceptant pas la théorie de la lutte des classes, ont toutefois apprécié ce livre, car il avait attiré leur attention sur ce thème (p. 126). En ce sens, Filippov a certainement raison de souligner la portée scientifique des livres de Porchnev sur l'histoire des relations internationales au XVII^e siècle (p. 127), qui restent inconnus à ce jour aux historiens occidentaux.

Quelques articles du recueil, rédigés par des historiens français, touchent les mutations de la pensée historique de ce pays. Dans un article fort intéressant, C. Blanquie revient sur l'histoire de l'Ormée. Dans son ensemble, il croit que la pratique municipale de son époque était conforme à la direction générale de la Fronde, qui consistait à déléguer certaines fonctions du roi à ses sujets, lors de sa coopération avec ces derniers pour la réalisation des buts qu'il poursuivait lui-même (p. 150).

G. Lemarchand étudie minutieusement la polémique des années 1960-2006 des historiens français sur les notions des « relations féodales », « féodalisme » et « des classes publiques ». Il constate qu'en dépit de sa nature purement franco-française, les historiens des années 1960 utilisaient avec plaisir les notions des historiens soviétiques, celle de « lutte des classes », etc. (p. 158). Or, en citant les nouvelles tendances propres à la science historique française (surtout l'étude de l'histoire socioculturelle), il note que cette polémique a orienté les chercheurs français vers « l'histoire comparative internationale » et stimulé en même temps le développement des conceptions de l'analyse historique en France (p. 171).

R. Dupuy aborde quant à lui la question de la riposte de la paysannerie à la Révolution, en examinant le sort que lui fait l'historiographie française de la deuxième moitié du XX^e siècle. À la différence de bien d'autres, il considère les soulèvements paysans, ainsi que leur résistance latente aux gouvernements révolutionnaires, comme l'une des formes de la politique (p. 198).

Les articles consacrés à l'analyse de la contribution des historiens soviétiques à l'étude de l'historiographie révolutionnaire, groupés dans le troisième chapitre, sont plus directement dans les perspectives des *AHRF*. A. Gordon nous présente, sur l'exemple de l'attitude de Victor Daline vis-à-vis des derniers ouvrages de R. Cobb, une excellente analyse sur l'approche des historiens soviétiques à l'égard de tous ceux qui ont étudié l'histoire des masses populaires hors du cadre de la théorie de la lutte des classes. Il s'agit surtout de la révision de la position des historiens soviétiques à l'égard des historiens occidentaux (il montre très bien

qu'on ne considérait comme historiens « progressistes » en URSS que ceux qui s'en tenaient à la théorie marxiste). L'auteur explique la critique par Daline de « l'évolution » de Cobb, reprochant à celui-ci d'avoir laissé de côté l'histoire de la lutte des masses (p. 250).

M. Vovelle, à son tour, n'accepte pas entièrement la critique par Daline de l'œuvre de F. Braudel, en remarquant quelques contradictions dans son interprétation de l'évolution de l'école des *Annales*, surtout en ce qui concerne la théorie de « l'histoire globale » (p. 260). Étant élève de V. Daline, je me permets de constater sa profonde estime pour Braudel. Il m'a jadis donné la possibilité de lire la lettre, adressée à lui par Braudel et datée du 5 décembre 1983, à propos de la traduction française de son étude sur l'évolution des *Annales*, dans laquelle l'historien français, tout en la qualifiant de « miracle », avait toutefois affirmé qu'il était capable de polémiquer avec lui sur tous les points de ses interprétations.

Après la mort de V. Daline, en 1985, c'est A. Ado qui est devenu le maître des études révolutionnaires en URSS. D. Bovykine étudie l'évolution de ses vues pendant les dernières années de sa vie dans deux domaines, ceux de l'histoire de la Révolution et de l'historiographie française. L'auteur compare les jugements émis par Ado sur l'époque révolutionnaire dans les deux éditions de son livre sur la paysannerie (1971, 1987). Il ne nie pas qu'Ado s'en tenait toujours à la conception méthodologique marxiste, mais souligne en même temps quelques nuances qui sont spécifiques à la deuxième édition de son livre, à savoir l'évident changement de sa position à propos de quelques notions clefs, particulièrement en relation avec le terme de « féodalisme ». Ses jugements, conclut-il, sont devenus plus prudents dans les années 1980 (p. 279-280). Il en est de même, comme il l'affirme, de son attitude à l'égard des vues des historiens occidentaux.

D. Bovykine explique ce changement de la position d'Ado non seulement par les nouvelles données de la recherche historique, mais également par les formidables transformations ayant ébranlé son pays (p. 282-284). Je voudrais aussi constater pour ma part quelques modifications que j'ai aperçues dans sa mentalité à l'égard des vues des historiens français. Ainsi, sa position vis-à-vis de la théorie de la « révolution agraire » de G. Lefebvre a changé : « Quand j'y pense maintenant, m'a-t-il dit à ce sujet en septembre 1994, pourquoi n'était-ce pas possible ? ». Son collègue G. Koutchérenko, cependant, spécialiste de l'histoire du communisme utopique français, passait aux dernières années de sa vie, d'après A. Gladychév, par une profonde crise à cause de l'écroulement

de l'URSS, perdant tout intérêt pour la thématique à l'étude de laquelle il avait consacré sa vie (p. 211-212).

Dans ce volume, quelques historiens russes abordent des problèmes historiographiques particuliers. L. Piménova analyse l'histoire de la noblesse écrite par ses prédécesseurs russes et soviétiques, depuis les représentants de « l'école russe » jusqu'aux historiens des années 1980. Elle souligne les traits caractéristiques de cette historiographie, qui considérait la noblesse comme une « classe féodale » monolithique dont l'absolutisme défendait les intérêts (p. 173). Dans l'historiographie soviétique, cependant, ces analyses ont subi trois évolutions essentielles : *primo* l'augmentation de l'intérêt envers l'étude des différends entre diverses couches de la noblesse ; *secundo* l'appréciation du rôle de la noblesse libérale dans la Révolution ; *tertio* le refus de traiter l'activité de la noblesse de contre-révolutionnaire (p. 194).

A. Tchoudinov, de son côté, revient sur les violentes discussions entre historiens soviétiques de la Révolution sur la nature de la dictature Jacobine, au début des années 1970. V. Révounenkov a développé dans les années 1960 une conception de la dictature Jacobine, incompatible avec celle de ses collègues (A. Manfred, V. Daline et d'autres). D'après les vues de ces derniers, soutenues *grosso modo* par la majeure partie des historiens soviétiques, les Jacobins représentaient les intérêts de la moyenne et petite bourgeoisie et partiellement du peuple. Or, contrairement aux autres, Révounenkov considérait les Jacobins comme les représentants de la grande bourgeoisie. D'ailleurs, les deux côtés se référaient dans leurs conclusions aux jugements des fondateurs de la théorie marxiste-léniniste. On a déjà écrit à ce sujet (S. Letchford), en traitant cette discussion « d'infructueuse » (voir *Annuaire d'études françaises – 2002*, p. 214). Tchoudinov a le mérite d'être le premier à avoir entrepris de revenir sur les origines de cette polémique. Il explique la position de Révounenkov par les changements qui ont eu lieu en URSS après le XX^e Congrès du Parti Communiste en 1956, quand on a démasqué le culte de Staline. Ce fut donc après cette date que les historiens de l'URSS ont commencé à critiquer le régime stalinien et, à la fois, à accentuer la portée du potentiel démocratique de la dictature du prolétariat (p. 270). Mais l'explication reste de l'ordre de l'hypothèse.

Quant à C. Mazauric, il évoque ses rencontres et relations amicales avec les historiens soviétiques (Daline, Ado, Smirnov et d'autres) des années 1960 à 1992. À l'issue du volume, on ne peut que se réjouir des liens qui se maintiennent entre historiens de France et de Russie, dont ce recueil est la meilleure preuve. Ces liens peuvent désormais sans doute être plus simples et fructueux, tant les

historiens russes d'aujourd'hui ne sont plus tentés de diviser leurs collègues occidentaux entre « progressistes » et « bourgeois ».

AHRF. 2008. N° 354. Octobre-décembre. P. 262-264.

Россия и Франция: исторический опыт XVIII-XIX веков. Материалы международной конференции, посвященной 100-летию А.З. Манфреда, 27-29 сентября 2006 г. Ответственный редактор А.С. Намазова. М. Институт всеобщей истории РАН. 2008. 306 с.

Russie-France : expérience historique des XVIII^e-XIX^e siècles. Actes de la conférence internationale consacrée au centenaire de A. Manfred, 27-29 septembre 2006. Sous la direction de A. Namazova. Moscou. Institut d'histoire générale. 2008. 306 p.

Les historiens russes ne manquent pas de rendre hommage – et c'est indubitablement leur mérite – à la mémoire de leurs prédécesseurs soviétiques, et particulièrement à d'éminents spécialistes de la Révolution française comme Albert Manfred, Victor Daline et Anatoli Ado ; qu'on pense aux *Études historiques sur la Révolution française. Hommages à Victor Daline* (à l'occasion du 95^e anniversaire de sa naissance) (en russe), sous la direction d'A. Tchoudinov, Moscou, 1998 ; à l'*Annuaire d'études françaises – 2002 : Les historiens de la France. à l'occasion du centenaire de V.M. Daline (1902-1985)* (en russe), sous la direction d'A. Tchoudinov, Moscou, 2002 ; ou encore : *À la mémoire du professeur A.V. Ado. Études contemporaines sur la Révolution française de la fin du XVIII^e siècle* (en russe), sous la direction de V. Smirnov et D. Bovykine, Moscou, 2003, et à l'*Annuaire d'études françaises – 2006 : Napoléon et son époque. À l'occasion du centenaire de A.Z. Manfred (1906-1976)* (en russe), sous la direction de A. Tchoudinov, Moscou, 2006. Voici donc un nouveau recueil du même genre, consacré à Albert Manfred, l'un des plus remarquables historiens soviétiques, dont le nom est universellement connu parmi les spécialistes de l'histoire de France. Ce recueil, dont les textes sont réunis par Alla Namazova, son élève, comprend les communications présentées à la conférence internationale organisée en 2006 à Moscou à l'occasion du centenaire de la naissance de Manfred.

La première partie du recueil contient des articles sur l'œuvre de Manfred. A. Namazova, Y. Roubinski, V. Smirnov, C. Mazauric étudient son activité dans

les sphères scientifique, pédagogique et publique. Ils brossent le portrait d'un grand savant, ayant énormément contribué aux études de l'histoire des relations franco-russes au XIX^e siècle et aux époques révolutionnaire et impériale.

Y. Roubinski met en évidence les divergences entre la conception de Manfred et celle de son maître Eugène Tarlé dans l'interprétation des problèmes du Jacobinisme et de la portée historique de l'action de Napoléon (à la différence du libéral Tarlé, Manfred avait soutenu, à la suite d'Albert Mathiez, la tendance apologétique de la dictature Jacobine ; il avait également souligné, outre les aspects négatifs de la politique de Napoléon, les conséquences positives de ses actions pour la France et l'Europe). De manière originale, l'auteur explique la position de Manfred à l'égard de la dictature des Jacobins, non par son conformisme supposé, mais par ce radicalisme romantique (p. 18-20) propre à toute sa génération, comme on peut en juger sur l'exemple de Victor Daline, son meilleur ami et mon maître. Roubinski note à juste titre que les mérites de Manfred n'ont pas été appréciés à leur juste valeur par l'*Académie soviétique*, dont les membres ont toujours rejeté sa candidature.

V. Smirnov revient sur les mérites de Manfred dans le développement des relations amicales entre les historiens de la France et de l'URSS. Quant à son œuvre, l'auteur valorise surtout son livre de vulgarisation sur la Révolution française (Moscou, 1956), traduit en de nombreuses langues et de grande portée à son époque, sans négliger sa contribution aux études des relations internationales. Smirnov considère d'ailleurs que les études de Manfred sur les relations franco-russes et franco-soviétiques conservent toujours leur portée scientifique. Mais, discutant son approche de l'époque révolutionnaire à la lumière des acquis de la recherche (il s'agit notamment de ceux des représentants du courant critique), il laisse aux générations à venir le soin de porter un jugement définitif sur la pertinence de la réfutation de sa conception marxiste.

C. Mazauric évoque ses premières rencontres avec Manfred en 1966, en qualifiant ce moment de « très précieux » dans son existence. Il rappelle ses souvenirs de la conférence de Manfred sur *La nature du pouvoir jacobin* à la Sorbonne (1966), ainsi que des débats qui ont suivi chez les annalistes et les chercheurs français marxistes. Il rappelle l'attitude négative de F. Furet et E. Le Roy Ladurie et leur désaccord avec son approche marxiste, à leur avis « unitaire » et « dogmatique », alors que lui-même l'a approuvée dans son ensemble, en la traitant de « dialectique » (p. 38). Il compte parmi les mérites indiscutables de Manfred son insistance à discuter de « l'unité du processus révolutionnaire », regrettant que son œuvre soit aujourd'hui « un peu oubliée »

(p. 43). V. Smirnov y fait également allusion dans sa contribution à l'étude des relations diplomatiques franco-russes (p. 31). Précisons aussi que C. Mazauric évoque ses rencontres et relations avec plusieurs historiens soviétiques (V. Daline, A. Ado, V. Smirnov et d'autres) entre 1960 et 1992.

La partie se poursuit par l'étude de Francine-Dominique Liechtenhan qui, à partir de l'examen des notes laissées par Manfred en marge de *La Russie en 1839*, discute de sa position sur le livre d'A. de Custine. Un appendice (p. 277-306) publie quelques-uns des vers inédits qui permettent de revenir sur les débuts de la carrière de Manfred comme écrivain et poète.

Les articles insérés dans les deux autres parties correspondent aux intérêts scientifiques de Manfred : la Révolution française, l'époque napoléonienne et les relations franco-russes. L'article de M. Vovelle est le seul qui soit directement en relation avec la Révolution. Il pose un problème assez actuel : est-ce que la Révolution est terminée ? En discutant cette question, ayant suscité tant de controverses, à travers le prisme de l'héritage et de la mémoire, il met surtout en évidence le sort de deux symboles de la Révolution : la Marseillaise et Marianne. M. Vovelle conclut en se demandant si la mémoire de la révolution est devenue une mémoire morte (p. 71).

A. Namazova, de son côté, discute l'influence de la Révolution sur la société belge. Elle analyse minutieusement la politique extérieure de la France révolutionnaire envers la Belgique jusqu'à son annexion en 1795. Elle souligne ensuite les conséquences des vingt années de la période française dans les domaines législatif, administratif et juridique, soulignant que les mesures adoptées ont beaucoup contribué au développement du commerce et de l'industrie des provinces belges et à l'essor de la bourgeoisie et de la classe ouvrière.

S. Pojarskaya aborde cette même question pour l'Espagne. Ici, l'influence des idées de la Révolution sur les réalités espagnoles n'a pas été univoque. D'abord, ces idées ne se sont fait sentir qu'après 1808. L'auteur en profite pour débattre de la difficile question de l'influence étrangère sur l'élaboration de la Constitution de 1812 ; d'après elle, la Révolution française aurait laissé une empreinte ineffaçable sur l'Espagne, même si les voies de la transformation de l'Ancien Régime en société moderne portaient toutefois, à la différence de l'expérience belge, des traits nationaux. C'est encore à l'Espagne qu'est consacrée la communication d'A. Soghomonyan, qui étudie la manière dont Napoléon explique l'invasion de la péninsule lors de son exil à Sainte-Hélène. En se référant souvent aux conclusions d'A. Manfred, il réfute les arguments de

l'empereur et soutient que sa politique était exclusivement agressive. L'article que N. Promislov consacre à l'image de la Russie dans *Le Moniteur universel* à la veille et pendant la guerre de 1812 relève d'une problématique proche ; l'auteur, en effet, met au jour la présentation d'une menace russe, qui justifie une intervention extérieure. A. Mitrofanov, de son côté, tente de comprendre la vision des publicistes français sur la Russie et les relations franco-russes à l'époque du Consulat. Selon lui, en dépit d'une propagande favorable à la Russie, les auteurs français n'étaient pas complètement délivrés des anciens stéréotypes sur la « menace russe » ou la « barbarie des Russes », craignant toujours la puissance de la nouvelle alliée. Ce même sujet, mais avec des positions diamétralement opposées, a attiré l'attention de W. Berelowitch, dans son article *Comment les Russes voyaient-ils l'Europe au XVIII^e siècle ?* L'auteur rappelle que ce fut Pierre le Grand qui a incité les Russes à s'intéresser à la vie des Européens. Ne niant pas le fait des premières relations de l'élite russe avec l'Europe, l'auteur se tient à l'avis que leur insertion était toutefois limitée, car la Russie « continuait de faire face » à l'Europe, n'ayant pas le désir de s'assimiler à la vie européenne.

Deux articles concernent l'histoire de la Suède à l'époque napoléonienne. L'approche de V. Roginski est originale. Dans un article sur les relations compliquées de Bernadotte et de Napoléon, il réfute deux constatations erronées figurant dans les études de ses collègues soviétiques et russes, à savoir que Bernadotte n'avait jamais été nommé par Napoléon prince héritier du trône de la Suède, mais au contraire, qu'il avait été élu par le *riksdag* suédois le 21 août 1810. Roginski s'élève également contre les partisans de la soi-disant défection de l'ancien maréchal impérial en 1812-1813, démontrant à partir des « lettres patentes » signées par Napoléon en 1810 que le prince héritier ne s'était pas engagé à s'abstenir d'actions militaires contre la France. De son côté, F. Efrémov étudie l'un des épisodes de la guerre russo-suédoise de 1808-1809, celui du blocus d'un port balte, et conclut que les opérations maritimes n'ont point eu d'influence primordiale sur le résultat de ce conflit.

Les différents aspects des relations franco-russes sont au cœur des préoccupations de H. Kisséliova et L. Piménova. La première étudie, à travers l'influence de Madame de Staël sur le *décembriste* Nikolaï Tourgueniev, l'empreinte des idées libérales sur la formation du programme politique des *décembristes* pendant le premier quart du XIX^e siècle ; quant à la seconde, elle analyse l'attitude du comte de Langerons, général gouverneur de la Novorussie en 1815-1822, face à la Révolution française et aux réalités russes. À la fois

partisan de la Constitution et d'un pouvoir royal fort, il condamnait le despotisme et accordait une place primordiale à la noblesse. Le volume contient encore un article sur P. Stroganov, rédigé par M. Daline et V. Frolov, dans lequel les auteurs décrivent en détail le chemin parcouru par cet homme d'État russe avant 1807, quand il est devenu l'un des commandants de l'armée.

La publication de ce recueil est la meilleure preuve de l'estime profonde des historiens russes à la mémoire d'Albert Manfred dont la vie est un excellent exemple de dévouement à la science historique.

AHRF. 2009. № 356. Avril-juin. P. 207-209.

Французский ежегодник – 2008. Англия и Франция – соседи и конкуренты. Главный редактор А.В. Чудинов. М. Либроком. 2008. 299 с.

Annuaire d'études françaises – 2008. L'Angleterre et la France, voisines et concurrentes. Textes réunis par A. Tchoudinov. Moscou. Librokom. 2008. 299 p.

Les éditeurs de l'*Annuaire d'études françaises* continuent les traditions de leurs prédécesseurs soviétiques, surtout dans le domaine de l'étude de la Révolution française, en faisant une place de choix à son histoire. De 2000 à 2008, lors de la deuxième période de la publication de l'*Annuaire* (fondé en 1958 grâce aux efforts de V. Volguine, A. Manfred et V. Daline ; sa publication a été interrompue en 1990 à cause de difficultés financières), de nouvelles pratiques sont apparues, qui classent notamment les articles en ordre thématique. Le présent volume comprend ainsi deux parties, dont la première est consacrée aux relations de la France et de l'Angleterre du Moyen Âge au début du XX^e siècle, ce qui marque une ouverture de la revue qui, jusqu'ici, a été uniquement consacrée à l'histoire de la France. Plusieurs des articles du volume concernent l'époque révolutionnaire.

L. Piménova aborde la politique de Louis XVI à l'égard de l'Angleterre des années 1770-1780, à partir d'une étude de la correspondance du roi avec le comte de Vergennes, son ministre des Relations extérieures. En révisant quelques-uns des points de vue de ses prédécesseurs, elle avance que le choix de la guerre contre la Grande-Bretagne lors de la guerre d'Indépendance des colonies américaines est dû à l'initiative de Louis XVI, et a été dicté par les

intérêts de la France. Quant à l'attitude du roi à propos des relations ultérieures franco-anglaises après la conclusion de la paix en 1783, Piménova croit que Louis XVI aurait conçu l'établissement de bonnes relations entre ces pays comme un moyen de garantir la paix et la stabilité en Europe, plutôt qu'une alliance (p. 128).

F. Crouzet examine la situation militaire, économique et financière de l'Angleterre lors des guerres contre la France révolutionnaire, jusqu'à la conclusion de la paix d'Amiens, ainsi que sa participation aux campagnes militaires de 1798 à 1802. Il débat notamment de l'influence des événements révolutionnaires sur les différentes couches de la société anglaise à la fin du siècle (il s'agit d'un côté de la désillusion d'une partie des intellectuels anglais après les actions agressives des Français lors de la campagne italienne et, de l'autre, de l'accroissement de l'activité des clubs radicaux). Or, comme l'affirme l'auteur, ce ne fut « qu'avant et après le 18 Brumaire » que les idées contre-révolutionnaires et conservatrices triomphèrent en Angleterre face à la menace française (p. 142).

L'article d'A. Korolev, quant à lui, revient sur la transformation de la position de S.T. Coleridge, intellectuel et poète, à l'égard de la Révolution. Admirateur de la Révolution en 1789, il a révisé sa position après ce qu'il nomme les « horreurs de la Terreur jacobine » (p. 148). L'auteur explique son changement par sa réaction émotionnelle à la Révolution, ainsi que par l'évolution de ses vues philosophiques (il s'agit de sa transition de la philosophie des Lumières à celle de Kant).

A. Forrest, de son côté, analyse la perception de la Révolution anglaise en France à l'époque révolutionnaire. Les Français ont interprété, d'après lui, les hommes politiques et les événements anglais pour légitimer leurs propres choix, pour les expliquer, voire pour tenter de prévoir le développement ultérieur des événements. A. Tchoudinov a récemment attesté la même approche en Russie et en URSS à l'égard de la Révolution française⁴²⁴.

La deuxième partie du livre contient des articles sur les problèmes historiographiques. L'un d'eux est consacré à Abgar Ioannissian, de l'Académie arménienne, à l'occasion du centenaire de sa naissance. En brossant le portrait de cet historien, ayant énormément œuvré dans le domaine de l'étude de la pensée publique française au XVIII^e-XIX^e siècle, l'auteur de ces lignes souligne son immense contribution dans les études napoléoniennes et révolutionnaires (il est aussi l'auteur d'un livre sur les relations internationales au début du XIX^e

siècle). Son nom est surtout connu des historiens français par ses publications dans les *AHRF* (1966, n° 184) et la traduction française de son chef-d'œuvre : *Les idées communistes pendant la Grande Révolution française* (Moscou, Éditions du Progrès, 1984 ; il a paru en russe en 1966), qui a été couronné par l'Académie soviétique du Prix Volguine en 1974, et a été hautement apprécié par B. Porchnev, V. Daline, W. Markov, J. Godechot et d'autres. La bibliographie de ses œuvres est également publiée.

L'étude de l'histoire de la pensée communiste et surtout celle du babouvisme a été l'un des thèmes magistraux de l'historiographie russe et soviétique. Maria Tchépourina, discutant minutieusement la contribution des auteurs et historiens russes et soviétiques aux études babouvistes de la seconde moitié du XIX^e siècle à nos jours (d'A. Herzen et F. Dostoïevski à V. Daline et G. Tchertkova), en vient à deux conclusions essentielles : *primo*, après la disparition de la domination de l'idéologie communiste en Russie, quelques chercheurs contemporains (A. Tchoudinov, A. Schtekli) ont révisé l'approche apologétique des idées de Babeuf ; *secundo*, à l'heure actuelle l'histoire du « complot des égaux » suscite un intérêt moindre que celle de la Révolution en général (p. 293-294). On peut en conclure qu'en Russie contemporaine l'étude de l'histoire des idées communistes a cédé ses positions dominantes d'autrefois. Mais, en dépit du choix scrupuleux de la littérature, l'auteur a omis le livre d'A. Ioannissian, alors que ce dernier a consacré tout un chapitre à Babeuf.

Dans un bref aperçu historiographique, l'Américain S.A. Covington discute les étapes de l'étude de l'histoire du premier Comité militaire de 1789-1791, en précisant que son activité n'a point été étudiée sous tous ses aspects. Il constate la nécessité d'une approche complexe qui permettrait de relever le rôle de ce Comité dans les changements ayant eu lieu dans l'armée française. Il est à noter, pour conclure, qu'en dépit des changements politiques en Russie, les différents aspects de l'histoire de la Révolution française se trouvent toujours au centre de l'attention de nos collègues russes.

AHRF. 2009. N° 357. Juillet-septembre. P. 207-209.

⁴²⁴ Voir notre compte rendu : *AHRF*. 2008. N° 354. Octobre-décembre.

Французский ежегодник – 2009. Левые во Франции. Главный редактор А.В. Чудинов. М. Libroком. 2009. 391 с.

Annuaire d'études françaises – 2009. Les gauches en France. Textes réunis par A. Tchoudinov. Moscou. Librokom. 2009. 391 p.

Le présent volume de l'*Annuaire d'études françaises* est thématique, comme le précédent, dont nous avons pu rendre compte dans un précédent numéro des *AHRF*⁴²⁵. Il est donc consacré à l'activité des courants de *gauche* en France, du XVIII^e au XX^e siècle.

L'article inaugural de Tchoudinov est rédigé à l'occasion du double anniversaire de cette publication (à la fois 50^e et 10^e), car l'*Annuaire d'études françaises*, fondé en 1958, a été publié en 1959, et a recommencé à paraître en 2000, après dix années sans publication. Tout en rendant un profond hommage à V. Volguine, A. Manfred et V. Daline, ses fondateurs, autrement dit à ses prédécesseurs au poste de rédacteur en chef, A. Tchoudinov présente en bref le chemin épineux qu'il a parcouru. Il souligne à juste titre que les responsables contemporains de l'*Annuaire* suivent deux buts essentiels, qui ont été ceux de ses fondateurs : le développement des relations scientifiques avec les historiens étrangers et la coordination des travaux des historiens soviétiques/russes. Il note que lors de la deuxième période de sa publication, 33 articles ont été écrits par des historiens français, anglais, américains et d'autres nationalités, et 37 par des historiens russes, représentants de différents centres scientifiques se trouvant hors de Moscou (parmi ces derniers, il cite deux auteurs qui sont de l'Ukraine et de l'Arménie). Il souligne également une orientation nouvelle, un pluralisme des opinions, qui donne la possibilité aux historiens de différentes orientations scientifiques d'exposer leurs vues (p. 17).

Certes, l'écrasante majorité des articles réunis dans ce recueil touche l'activité des gauches au XX^e siècle. Mais ce qui nous intéresse, c'est la deuxième partie qui contient trois articles sur l'époque post-thermidorienne, indubitablement beaucoup moins étudiée par l'historiographie soviétique/russe, à la différence de la période couvrant les années 1789-1794.

S. Letchford, de l'Université de Saratov, consacre un article neuf aux relations complexes de Babeuf avec le légendaire Drouet à la veille de la conspiration de 1796. Il croit que ce n'est qu'après l'émeute du 9 floréal an IV, que le *Tribun du peuple* a finalement compris la nécessité de la coopération avec les Montagnards. En accentuant la différence entre les tactiques de Babeuf et de

⁴²⁵ [Voir le précédent compte rendu.]

Drouet après leurs arrestations, l'auteur donne la prépondérance à celle de ce dernier, à savoir la négation du caractère antigouvernemental du mouvement/complot, d'autant plus que lors du procès de Vendôme, Babeuf et les autres accusés ont adopté, comme il l'affirme, cette ligne de conduite tracée d'emblée par Drouet (p. 80). Or, il nous semble que l'une de ses conclusions est excessive et fortement discutable, car d'après lui le coup d'État du 18 fructidor aurait sauvé la vie des accusés (p. 81). N'oublions pas que le mouvement babouviste a été dirigé contre le Directoire dans le but de son renversement. Dans ces conditions était-il possible de compter sur la clémence ou la générosité de ceux dans les mains desquels étaient concentrés les rênes du pouvoir (surtout Barras) ? Nous n'en sommes pas sûr.

Les événements de l'été de l'an V, à la veille de ce même coup d'État, ont fait l'objet d'une discussion dans l'article détaillé de D. Bovykine, qui les examine à travers le prisme de l'action et de la conduite du général Hoche, en utilisant des documents inédits tirés des archives françaises. En laissant de côté certaines analyses qui mériteraient débat (à propos du jugement de la position de Carnot et de Reubell à la veille de la formation du « triumvirat »), disons que c'est une étude approfondie de Hoche, de ses relations avec les membres du Directoire, ce qui est certainement une tâche difficile, car les sources authentiques font défaut pour des raisons bien compréhensibles. En entrant dans une libre confrontation (ouverte ou non) avec ses prédécesseurs, y compris l'auteur de ces lignes, Bovykine expose des vues qui méritent attention. Il revient sur les erreurs commises par Hoche et Barras après la conclusion de leur accord, ayant conduit en fin de compte « l'affaire » entreprise par le directeur à l'échec. Parmi celles de Hoche, il souligne le choix d'un assez grand nombre de soldats tirés de son armée pour la marche vers Paris, ce qui était évidemment beaucoup trop pour la réalisation d'un embarquement possible sur les navires destinés à l'expédition en Irlande, ainsi que les voies de la marche des troupes vers la capitale, ses longs et ennuyeux « pourparlers » avec le Ministre de la Guerre après le 2 thermidor an V, etc. Quant aux fautes de Barras, Bovykine met surtout en évidence la nomination prématurée de Hoche au poste de Ministre de la Guerre. Toutes ces circonstances, qui n'auraient certainement pas échappé à l'attention des députés du Corps législatif, ont aggravé la situation de l'un et de l'autre et ont contribué, selon l'auteur, à l'échec de la réalisation des projets de Barras concernant l'épuration des Conseils et du Directoire.

Nombre d'historiens du Directoire – et l'auteur de ces lignes était parmi eux – ont souligné la trahison du général par Barras lors de la célèbre séance

du 2 thermidor. Contrairement à eux, Bovykine analyse la conduite du « roi du Directoire » dans le cadre de la Constitution de l'an III, dont la clause 69 a été brutalement violée par les troupes de Hoche. Dans ces conditions, il est sûr qu'en soutenant son protégé, Barras aurait ouvert la voie pour l'arrestation des membres du Directoire par le Corps législatif, pour violation de la Constitution en vigueur (p. 115). Dans l'ensemble, Bovykine croit que cette expérience a aidé Barras à exécuter le coup d'État le 18 fructidor, en ne négligeant pas, à juste raison, la signification de deux circonstances primordiales, celles du support de l'armée et de l'inaction du Corps législatif (p. 117).

Est ensuite publiée une version russe de l'article de l'auteur de ces lignes sur la transformation de l'attitude de Marc-Antoine Jullien après le coup d'État du 18 fructidor : *Marc-Antoine Jullien et les élections de l'an VI*, qui est depuis longtemps connu des lecteurs des *AHRF* (1997, N° 308, p. 305-320).

A. Tchoudinov et les autres responsables de l'*Annuaire* poursuivent ainsi les traditions historiographiques de leurs prédécesseurs soviétiques, en accordant une place majeure à l'étude critique des travaux des historiens russes et français de la Révolution. On ne peut que saluer cette tendance, d'autant plus que la science historique russe/soviétique (N. Karéiev, A. Manfred, V. Daline, B. Weber, A. Ado, V. Dounaïevski et d'autres) a beaucoup œuvré en ce domaine. On saluera ainsi la quatrième partie du volume, qui contient des études sur les problèmes historiographiques dont deux sur trois concernent les historiens russes et français de l'époque révolutionnaire.

Dans un article original sur « l'école russe », A. Tchoudinov aborde l'un des aspects de son activité, à savoir les circonstances qui sont en relation avec le choix de ses voies lors de sa création. Il discute les attitudes incompatibles du fondateur de « l'école » W. Guerrier et de son élève Karéiev à l'égard des vues de H. Taine. Si le premier, en dépit de l'évolution de sa critique des vues de Taine, insistait sur la nécessité d'une approche critique à l'égard de l'histoire de la Révolution, exempte de toute sorte d'apologie politique, Karéiev est devenu par contre l'un des adeptes du « culte » de la Révolution en Russie, culte très répandu dans les années 1870, surtout chez les libéraux. L'auteur a réussi à montrer que, contrairement à Guerrier, qui était partisan de l'application dans les études historiques de la méthode psychologique de Taine, Karéiev l'a résolument réfutée en partageant la critique de Taine, lancée par A. Aulard. A. Tchoudinov constate que c'est donc Karéiev qui a définitivement choisi, avec ses élèves, la voie apologétique du développement de la pensée historique en Russie dans le domaine des études révolutionnaires (p. 341).

Maria Tchépourina, élève de Tchoudinov, nous présente les vues des historiens français sur la « Conspiration des égaux ». Elle a classé l'abondante littérature en ordre chronologique, en examinant la recherche historique en France dès les premiers chercheurs, contemporains de l'événement, jusqu'à J.-M. Schiappa. Deux de ses remarques ont retenu notre attention : premièrement, c'est depuis les années 1930 que les historiens marxistes français ont commencé à occuper une place prépondérante dans les études du mouvement babouviste (p. 360) ; deuxièmement, des historiens français aussi éminents que M. Dommanget, A. Soboul, C. Mazauric et d'autres, contrairement à leurs collègues soviétiques, n'ont point caché les contradictions de sa biographie et ils ont souligné les divergences entre les participants de la conspiration de Babeuf (p. 364). Elle n'hésite pas à citer l'amoinissement de l'intérêt pour ce thème de nos jours (p. 366). L'étude de M. Tchépourina aurait sans doute gagné en force en distinguant les recueils des éditions des œuvres de Babeuf des études historiques. On pourrait aussi discuter sa présentation d'A. Mathiez de maître de G. Lefebvre (p. 358-359), car ce dernier n'en reconnaissait d'autres que J. Jaurès. On peut regretter aussi qu'elle ne cite pas V. Daline, son seul prédécesseur, à notre connaissance, à avoir publié des études sur l'historiographie française et russe de Babeuf, dans les années 1960-1970⁴²⁶. Cela dit, il est très agréable qu'une jeune scientifique entreprenne cette étude, qui se distingue par sa complexité (dans le précédent volume de l'*Annuaire*, elle a discuté les acquis de l'historiographie russe et soviétique dans ce même domaine).

Il nous reste à remercier les éditions « URSS »/« Librokom » pour leur soutien constant dans l'édition de l'*Annuaire d'études françaises*.

AHRF. 2010. N° 359. Janvier-mars. P. 242-244.

Д.Ю. БОВЫКИН. АНАТОЛИЙ ВАСИЛЬЕВИЧ АДО: ОБРАЗ И ПАМЯТЬ. Саратов. 2007. 125 с.

Dmitri Bovykine. Anatoli Vasiliévitch Ado : image et mémoire. Saratov. 2007. 125 p.

Le genre de la biographie historique a toujours suscité le vif intérêt de l'historiographie soviétique. Toutefois, les historiens soviétiques ont longtemps

⁴²⁶ V. Daline. L'historiographie de Babeuf // *Pensée*. 1966. N° 128. P. 63-101 ; *idem* : La littérature étrangère récente sur Babeuf // *Voprosi istorii* (Questions d'histoire). 1972. N° 3. P. 193-201 (en russe).

négligé la portée de l'œuvre de leurs prédécesseurs (soviétiques et étrangers), en s'abstenant de rédiger leurs biographies scientifiques, ce qui a provoqué en 1976 l'indignation d'Albert Manfred. Or, depuis les années 1970, de nouvelles tendances sont heureusement apparues, certes, encore trop faibles. Parmi les spécialistes d'histoire de France, l'activité et l'œuvre de deux historiens soviétiques, Eugène Tarlé et Nikolai Loukine, se sont trouvées au centre de l'intérêt de leurs élèves et successeurs⁴²⁷.

Le livre de Dmitri Bovykine, un historien de la Révolution, est consacré à la vie et l'activité scientifique et pédagogique de son maître Anatoli Ado (1928-1995), professeur de l'Université de Moscou, éminent spécialiste de l'époque révolutionnaire. Ce livre a pour base une documentation solide et impressionnante ; l'auteur a utilisé de nombreux documents inédits, tirés des archives de la bibliothèque de Kazan, ville natale d'Ado, surtout ses lettres à ses parents et à d'autres, ainsi que ses carnets. Bien que Bovykine, son élève depuis ses études dans cette même Université, le connaisse bien, il ne se limite pas à sa propre expérience. Il explique dans sa préface avoir voulu présenter la personnalité de son maître, en se référant aussi aux souvenirs de ceux qui connaissaient Ado mieux que lui-même (p. 4). De toute façon, l'auteur a réussi à présenter non seulement son image, d'après de nombreux témoignages des contemporains et des élèves d'Ado, mais encore à analyser dans son ensemble la portée de son œuvre scientifique.

Ado est né à Kazan, dans une famille d'intellectuels russes, son père aussi était historien, professeur à l'Université de cette ville. Cette circonstance aurait marqué le choix définitif de la profession du futur historien. En tout cas, il a fait ses études entre 1945 et 1950 à la Faculté d'histoire de l'Université Lomonossov, où d'éminents historiens comme E. Tarlé, A. Manfred, S. Skazkine donnaient des cours. S'intéressant à l'histoire moderne de la France, Ado a préparé sous la direction de B. Porchnev, son maître, sa dissertation sur *Meslier et Voltaire*, qui a été, comme le note l'auteur, appréciée par Tarlé.

Après ses études à l'Université, Ado a entrepris, sur le conseil de Porchnev, l'étude approfondie de l'histoire de la paysannerie française pendant la Révolution. Sa première thèse, qu'il a soutenue en 1954, avait été consacrée à l'histoire du mouvement paysan lors des premières années de la Révolution.

⁴²⁷ I. Galkine. N.M. Loukine, révolutionnaire, savant. Moscou. 1984 ; V. Dounaïevski, A. Tsphasman. Nikolai Mikhaïlovich Loukine. Moscou. 1987 ; E. Tchapkevitch. Eugène Tarlé. Moscou. 1977 ; *idem* : La vie et l'activité d'Eugène Tarlé, de l'*Académie soviétique*. Oriol. 1994 ; B. Kaganovitch. Eugène Tarlé et l'école de Saint-Petersbourg des historiens. Saint-Petersbourg. 1995.

En continuant ses recherches dans ce même domaine, il a élargi les limites chronologiques du thème traité et a soutenu avec succès en 1968 une thèse de doctorat d'État sur le mouvement paysan pendant la Révolution française (1789-1974), qui lui a assuré la réputation d'être l'un des éminents spécialistes de cette époque. Son livre consacré à ce sujet, publié en 1971, est bien connu des historiens de la Révolution. À l'heure actuelle, les historiens étrangers possèdent également ses traductions française et allemande (c'est dommage qu'elles aient paru après son décès). Ce succès a été certainement dû à sa mission scientifique en France en 1962, où il a pu établir des relations amicales avec ses collègues français et, surtout, avec Albert Soboul, tout en travaillant beaucoup dans les Archives nationales et départementales.

Bovykine précise la place d'Ado dans l'historiographie soviétique de la Révolution. Nul ne peut contester sa contribution essentielle aux études d'histoire sociale de l'époque révolutionnaire. Ado, comme tous ses collègues soviétiques, et l'auteur le cite en maintes occasions et à juste titre, s'en tenait à la méthodologie marxiste. Cependant, à la différence de ses prédécesseurs, il était, ainsi que son collègue G. Koutchérenko, le représentant de la nouvelle génération des historiens marxistes, une circonstance qui a laissé son empreinte sur sa position vis-à-vis de la science historique en général, et surtout sur l'évolution ultérieure de ses vues à l'égard de l'époque révolutionnaire. C'est ce qui n'a heureusement pas échappé à l'attention de Bovykine. Il discute cette circonstance importante sous trois aspects principaux. Tout d'abord, il compare les conclusions de la première édition de son livre sur le mouvement paysan à celles qui ont été exposées dans sa seconde édition, revue et augmentée (Moscou, 1971, 1987), et il en conclut que ses vues ont subi une modification positive sous l'influence des nouvelles données de la science historique occidentale (il s'agit surtout de sa lecture plus « moderne » de l'Ancien Régime et de la place de la Révolution dans la transition du féodalisme au capitalisme). En même temps Bovykine ne néglige pas la portée des formidables transformations ayant ébranlé l'URSS dans la deuxième moitié des années 1980.

Bovykine met aussi en évidence l'attitude d'Ado pendant les dernières années de sa vie à l'égard des historiens occidentaux (il s'agit en premier lieu des fondateurs de l'école des *Annales* et de leur successeur, F. Braudel) dont les vues n'étaient pas compatibles avec l'interprétation marxiste de l'histoire humaine et, par conséquent, avec celle de la Révolution. Comme il le montre très bien, la position négative d'Ado à l'égard des analyses de V. Révounenkov, professeur à l'Université de Leningrad/Saint-Petersbourg, sur la dictature

Jacobine, était plus moderne que celles de ses collègues soviétiques dont la majorité les avaient résolument écartées.

Bovykine a également le mérite de nous présenter le rôle immense d'Ado dans l'organisation complexe de l'époque révolutionnaire. De mon côté, j'ai aussi attiré l'attention en maintes occasions sur ce fait important. Tout le monde sait que la science historique soviétique étudiait l'histoire de la Révolution exceptionnellement, voire essentiellement « d'en bas », en se concentrant sur les mouvements de gauche et de l'activité politique de leurs leaders. La thématique de la thèse d'Ado en est l'une des meilleures preuves. Or, sa position était toutefois différente de celles de bien d'autres, car il s'intéressait au cadre beaucoup plus vaste de l'histoire de l'époque révolutionnaire. C'est donc grâce à ses efforts que ses élèves ont entrepris l'étude non seulement de l'histoire des mouvements paysans de l'époque prérévolutionnaire (E. Obitchkina, Z. Tchekantzeéva), mais aussi celle des courants de droite de la Révolution (T. Kondratiéva, A. Tyrsenko, E. Guseinov et D. Bovykine lui-même).

Ado a donné à l'Université de Moscou, depuis 1954 jusqu'à son décès, différents cours et surtout celui de l'histoire moderne des pays de l'Europe Occidentale. Son activité pédagogique est aussi minutieusement analysée par Bovykine. D'après V. Smirnov, son meilleur ami et collègue, Ado avouait qu'il aimait l'enseignement. Citons qu'à travers ce livre se dresse devant nous non seulement le portrait d'un homme modeste et très bienveillant envers ses collègues et ses élèves, mais aussi celui d'un maître exigeant. C'était donc l'un des traits caractéristiques d'Ado, qui se fait d'autant plus sentir quand on jette un coup d'œil sur son activité scientifique. G. Koutchérenko, qui le connaissait bien, m'a dit dans les années 1980 que son ami n'était pas intéressé par l'écriture de livres sur la Révolution dont le niveau aurait cédé à celui de son livre sur l'histoire du mouvement paysan. À vrai dire, je le comprends très bien. Or, d'après les attestations de quelques-uns de ses contemporains, cités par Bovykine, Ado avait l'intention de rédiger deux livres, l'un sur l'Ancien Régime et l'autre sur les insurrections paysannes dans les départements de l'ouest pendant la Révolution, d'autant plus que certains de ses collègues (surtout V. Daline) lui ont reproché d'avoir omis ce sujet dans son livre. Cependant, ses intentions n'ont pas été, hélas, réalisées, essentiellement car il a été privé de la possibilité de dépouiller les archives françaises. Il ne nous reste qu'à espérer que l'un de ses élèves aura la possibilité, ainsi que le désir, de continuer les recherches de son maître.

Quant aux dernières années de la vie d'Ado, l'auteur note qu'il a *grosso modo*

approuvé les changements politiques ayant eu lieu à la suite de la restructuration entreprise par Gorbatchev, car sa propre expérience l'a conduit à désespérer des idéaux communistes. En même temps Ado n'approuvait point l'éclatement de l'URSS et craignait la menace d'un accroissement du nationalisme. Je peux aussi constater, d'après des conversations eues avec lui à la Bibliothèque d'État russe en 1994, sa profonde déception à propos de l'échec des tentatives de E. Chevardnadze, Président de la Géorgie, destinées à régler pacifiquement la confrontation avec l'Abkhazie.

Et pour conclure, remercions Dmitiri Bovykine d'avoir publié ce livre qui prouve sa grande estime à l'égard de la mémoire de son maître. Espérons aussi que nos collègues russes ne tarderont pas à rédiger les biographies scientifiques d'autres historiens soviétiques, éminents spécialistes de l'histoire de la France, comme Albert Manfred, Victor Daline, Boris Porchnev et d'autres.

Inédit. Rédigé en 2010.

А. Тырсенко. Эмманюэль Жозеф Сийес и французская либеральная мысль его времени. М. Издательство Московского университета. 2005. 295 с.

Andrei Tyrsenko. Emmanuel Joseph Sieyès et la pensée libérale française de son époque. Moscou. Éditions de l'Université de Moscou. 2005. 295 p.

Dans l'histoire de la Révolution française, l'activité des mouvements dits de droite a longtemps été délaissée par les historiens soviétiques. L'historiographie russe contemporaine essaie de corriger cette lacune ; ainsi, Andrei Tyrsenko, maître de conférences à l'Université Lomonossov, élève d'Anatoli Ado, étudie depuis longtemps une histoire d'en *haut*, surtout centrée sur l'activité des Feuillants, à propos de laquelle il a publié un livre en 1999⁴²⁸. Son nouvel ouvrage, consacré à l'évolution intellectuelle de Sieyès, est la première étude du genre dans l'historiographie soviétique/russe. En qualifiant son personnage de penseur allant des principes et de l'argumentation abstraite vers la pratique politique (p. 3), il présente une interprétation profonde de l'évolution des idées de Sieyès de l'époque prérévolutionnaire à celle de Napoléon I^{er}. L'ouvrage repose sur le dépouillement d'une riche documentation, comprenant des œuvres imprimées, mais aussi de nombreux documents inédits tirés des papiers Sieyès conservés aux Archives nationales.

L'approche proposée est une interprétation des idées de Sieyès dans le

⁴²⁸ A. Tyrsenko. Les Feuillants. Aux origines du libéralisme français. Moscou. 1999.

contexte de la pensée libérale de son époque ; l'auteur étudie ainsi l'évolution des idées philosophiques, sociales et politiques de Sieyès, ainsi que son activité politique lors de la Révolution, en relation avec la formation de ses conceptions constitutionnelles.

A. Tyrsenko analyse l'influence des idées des Lumières sur la formation de la pensée de Sieyès, qui a été non seulement, comme il l'affirme, l'interprète des philosophes, mais aussi un créateur d'idées sur la nature de l'État et la politique. L'auteur concentre d'abord son attention sur l'attitude de Sieyès vis-à-vis de l'absolutisme, que ce dernier proposait de remplacer par une monarchie constitutionnelle (p. 63-65), tout en rejetant le principe de la séparation des pouvoirs. À travers ses brochures (*Essai sur les privilèges ; Vues sur les moyens d'exécution dont les Représentants de la France pourront disposer en 1789 ; Qu'est-ce que le Tiers-état ?...*), l'auteur étudie ses vues sur la nécessité de l'abolition des privilèges, du renversement de la monarchie absolue et de l'instauration d'un nouveau régime par l'adoption d'une Constitution dont le droit d'élaboration n'appartiendrait qu'à la nation. Andrei Tyrsenko conclut : « Les idées de Sieyès sur l'organisation constitutionnelle ont une grande portée théorique et sont à la base du constitutionalisme contemporain » (p. 103). Il démontre ainsi qu'en 1788-1789, Sieyès a contribué à bâtir un nouveau système du pouvoir, celui de l'universalité souveraine nationale, qui s'exercerait par les représentants de la nation (p. 119).

A. Tyrsenko accorde une place majeure à l'activité de Sieyès pendant la Révolution, en discutant surtout sa participation à l'élaboration de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, au triomphe de la souveraineté nationale et du régime représentatif, ainsi qu'à l'unification politique du territoire français. En confrontant la position de Sieyès avec celle des « partis » de l'Assemblée, A. Tyrsenko rapproche ses vues de celles d'Alexandre Lameth, particulièrement sur un point important : le transfert du pouvoir aux propriétaires, quels qu'aient été leurs anciens statuts juridiques (p. 157). Considérée par les Feuillants comme l'un des droits principaux, la propriété semblait permettre un rapprochement entre les anciens privilégiés et les couches possédantes du tiers état. Pour autant, en 1791-1792, Sieyès restait désireux de conserver les acquis de la Révolution, parce qu'il la considérait toujours comme une lutte entre le peuple et l'Ancien Régime (p. 176).

Sous la Convention, selon A. Tyrsenko, Sieyès se range parmi les membres du « marais ». L'auteur analyse en détail sa participation aux travaux des comités de défense générale et d'Instruction publique, en soulignant que nombre de

ses propositions n'ont pas été retenues. Néanmoins, le projet d'instruction publique adopté par la Convention thermidorienne se réfère à ses idées (p. 191-192). Intéressé par la politique extérieure et, selon A. Tyrsenko, partisan des « frontières naturelles », Sieyès s'intéresse cependant avant tout aux questions constitutionnelles, particulièrement en l'an III. Aussi, l'auteur accorde une grande place à l'étude de l'époque thermidorienne, essentielle pour l'histoire ultérieure de ses vues politiques, parce que sa théorie constitutionnelle a été formée à cette époque. En se référant toujours aux droits de l'homme, Sieyès a mis à la base de sa vision de l'ordre public les notions de liberté, d'égalité (il ne s'agissait que de l'égalité des droits) et de propriété (p. 216). A. Tyrsenko a mis en évidence les différends entre Sieyès et les autres thermidoriens ; si ces derniers confondaient dans la Constitution les droits politiques des citoyens avec leurs droits civils, Sieyès, lui, accordait des droits civils à tous les Français (p. 219). Quant à l'organisation du pouvoir politique, l'auteur a très bien montré que Sieyès, n'acceptant pas toujours la théorie de la séparation des pouvoirs, ne confondait point le législatif avec l'exécutif. En même temps, il n'identifiait pas non plus ce dernier avec le gouvernement dont la fonction essentielle était, d'après lui, la préparation des propositions législatives (p. 225, 228). Or, ses propositions avaient été rejetées ; d'après la Constitution adoptée en l'an III, les pouvoirs avaient été séparés. Comme l'auteur le note, « les nouvelles élites politiques n'ont pas été capables de préciser et de réaliser indépendamment la politique de la France républicaine dans le cadre de la Constitution de 1795 » (p. 235). Il le prouve en se référant aux coups d'État du Directoire. Dans ce cas, je partage son opinion. Néanmoins, citons à titre d'observation, qu'il a omis de discuter les explications de Jean-René Suratteau à propos de l'échec du gouvernement directorial. Était-ce la guerre qui a empêché les dirigeants de la République d'instaurer un gouvernement stable ?

A. Tyrsenko poursuit en discutant les vues constitutionnelles de Sieyès en l'an VIII, quand ce dernier voulait encore instaurer un système représentatif au moyen de l'affirmation du pouvoir étatique, en citant dans ses ébauches, qu'il a redécouvertes dans ses archives, la priorité politique des élites révolutionnaires (p. 263). Il note avec raison que ses idées libérales ne correspondaient pas aux intentions du général Bonaparte. Le dernier chapitre du livre, également basé sur des documents inédits, est consacré à l'évolution des idées philosophiques de Sieyès à l'époque napoléonienne, quand ses principes de l'éthique libérale ont été formulés.

Dans l'ensemble, A. Tyrsenko ne doute pas que Sieyès poursuivait toujours

le but de remplacer au mieux l'ordre politique d'Ancien Régime ; mettant l'individu en avant, il avait rompu avec l'ancien ordre politique (p. 286). En outre, il souligne son rôle dans la formation des notions contemporaines comme « société politique », « peuple », « nation » que je n'ai pas eu la possibilité de présenter en détail.

AHRF. 2010. N° 362. Octobre-décembre. P. 191-192.

А.В. Гордон. Великая французская революция в советской историографии. М. Наука. 2009. 384 с.

Alexandre Gordon. La Grande Révolution française dans l'historiographie soviétique. Moscou. Naouka. 2009. 384 p.

De grands historiens russes et soviétiques, tels N. Karéiev, N. Loukine, V. Daline, V. Dounaïevski et d'autres ont minutieusement étudié la contribution de leurs prédécesseurs aux études révolutionnaires. Le récent livre d'Alexandre Gordon, élève d'Y. Zakher, diffère cependant de cette littérature, car il nous en présente une nouvelle vision. Comme l'auteur le note dans sa préface, il ne s'agit pas d'une approche traditionnelle, mais d'une approche culturelle et historique, autrement dit, théorique, qui permet de redécouvrir bien des particularités de l'évolution de la pensée historique en URSS, ainsi que de discuter de manière détaillée les mutations assez compliquées qui ont bouleversé la science historique soviétique.

On sait que la politisation de la science historique en URSS était beaucoup plus forte qu'ailleurs. A. Gordon a ainsi le mérite de discuter l'œuvre de ses prédécesseurs en prenant pour cadre les changements idéologiques ayant conditionné l'évolution des positions des historiens, en fonction des interprétations des fondateurs de la théorie marxiste et des instructions des chefs du Parti Communiste (les unes et les autres étant devenues pour eux des « idées fixes »). C'est l'idée principale du livre. En se référant à l'évolution de la politique, l'auteur distingue ainsi trois étapes de l'historiographie révolutionnaire soviétique : les années 1920, les années 1930 à 1950 et les années 1950 à 1980 (p. 15-16).

Dans un premier temps, A. Gordon analyse la position des bolcheviks. Après l'instauration de leur pouvoir, ils ont conçu la Révolution française comme un événement « prototype » de celui de 1917 et ont utilisé son expérience (surtout

l'exemple de la Terreur jacobine), notamment afin de justifier leurs répressions lors de la guerre civile. Selon l'auteur, c'est la conception historiographique typique de la première décennie de l'existence du pouvoir soviétique (p. 25). Il a sans doute raison d'affirmer que cette historiographie s'est formée dans les années 1920 exceptionnellement dans le cadre de la méthodologie marxiste. Il souligne par ailleurs l'un des traits spécifiques de la nouvelle science : pour la majorité des historiens de cette époque (N. Loukine, V. Daline et d'autres), souvent acteurs de la révolution de 1917, la Révolution française était devenue un moyen de mobilisation des forces politiques pour la défense de la révolution russe (p. 29).

En dépit de l'attitude univoque des historiens à l'égard de la Terreur, que je viens de mentionner, A. Gordon conclut qu'ils s'en tenaient *grosso modo* à l'interprétation classique de la Révolution, en soulignant son caractère bourgeois. Il note que parmi les trois aspects propres à la science soviétique (le matérialisme économique, le déterminisme des classes et la foi en l'omnipotence du pouvoir), celui de la signification progressiste de la lutte des classes occupait une position prépondérante : « L'idéologie a piloté la méthodologie », conclut-il (p. 49). Il n'est pas étonnant que, d'après les jugements avancés en 1926 par N. Boukharine, ayant opposé la Révolution française à la révolution de 1917 (dans le cas de la première il avait souligné le désaccord entre les objectifs capitalistes de la Révolution et la petite bourgeoisie, son moteur ; il s'agissait de la crainte d'une perspective d'un « Thermidor soviétique »), les historiens de l'URSS aient renoncé à recourir à des analogies historiques, comme ils le faisaient auparavant, entre ces deux révolutions, en traitant la Révolution française de « prototype » de la révolution russe. Cette circonstance les a obligé à réviser leur position à l'égard de la Révolution française en la qualifiant de révolution « antipode ».

L'historiographie soviétique de cette époque a identifié le caractère bourgeois de la Révolution à sa dimension antiféodale. Dans ces conditions, il était logique que les années 1930 voient se développer les études sur l'activité politique des Jacobins, comme représentants les plus déterminés de la classe révolutionnaire de leur époque. Certes, cette particularité de la science soviétique avait eu une autre raison, que l'auteur explique : les chercheurs tâchaient de motiver, à l'exemple des Jacobins, la nécessité de la dictature du Parti Communiste en URSS. Or, postérieurement, on étudia essentiellement l'activité des Jacobins en relevant leur rôle dans le processus d'écrasement de la féodalité et du pouvoir absolu (d'après la terminologie de cette époque) et du remplacement d'une des

formes de l'exploitation (féodale) par une autre (capitaliste). A. Gordon note à juste raison que cette circonstance a entravé certaines études, notamment dans le domaine de la contre-révolution. L'auteur de ces lignes peut constater par ailleurs les difficultés qu'il avait eu à surmonter lors de la publication de ses articles sur l'histoire de la contre-révolution à l'époque du Directoire.

A. Gordon insiste sur certains traits de la science soviétique : l'absence de pluralisme, la domination de la méthodologie marxiste (dans sa version soviétique bien sûr dont le fondateur a été Staline), la réalisation des études à partir du seul point de vue de la lutte des classes. Avec les années 1920 et 1930, l'auteur montre que ces caractères se renforcent ; les historiens soviétiques devaient suivre la ligne générale du Parti Communiste élaborée par Staline. On les obligeait de mener une lutte acharnée contre toutes les théories « bourgeoises ». Pour l'auteur, il s'agit là d'un nouveau type de science historique, qu'il qualifie d'« arme idéologique » (p. 86-88). À partir du milieu des années 1930, cependant, les vues de Staline concernant l'histoire changent ; il lance alors l'idée de la confrontation de la révolution socialiste avec la révolution bourgeoise, en définissant finalement la Révolution française non seulement comme un « antipode » de la révolution russe, mais en précisant également ses limites chronologiques de 1789 à 1794. De là dérive l'absence presque complète d'intérêt en URSS envers l'histoire post-thermidorienne et directoriale ; de là, aussi, souligne A. Gordon, procède le destin cruel de nombreux historiens soviétiques : G. Fridland a été fusillé, N. Loukine est mort en prison, Y. Zakher, V. Daline et bien d'autres ont été exilés comme « ennemis du peuple ».

Après la mort de Staline, malgré quelques changements idéologiques, les freins essentiels au libre développement de la pensée historique sont maintenus (il s'agit surtout de la monopolisation des recherches historiques par la théorie marxisme). Quant à l'idéologie du Parti Communiste, nul ne pouvait même contester sa vérité absolue (p. 178). Pour autant, A. Gordon ne sous-estime pas de nouvelles tendances apparues à la limite des années 1950-1960, qui transparaissent dans la qualité de « Grande » donnée à la Révolution française. Un processus de réhabilitation se déroulait dans les années 1960, à travers l'héroïsation de leaders jacobins. La Révolution française retrouve son statut de révolution « prototype » et Albert Manfred, le leader des historiens de la Révolution de cette époque a eu un grand mérite dans ce domaine. Ainsi, les historiens des années 1960-1970, tout en restant fidèles à la méthodologie marxiste, ont pu avancer des thèses variées et parfois en contradiction les unes avec les autres. Ils se sont notamment engagés dans une polémique sur la nature

de la dictature jacobine et du rôle historique des Jacobins. Si A. Manfred et les autres élèves de N. Loukine les considéraient toujours essentiellement, d'après les jugements de Lénine, comme les représentants de la moyenne et petite bourgeoisie, V. Révounenkov les présentaient comme représentant les intérêts de la grande bourgeoisie. A. Gordon étudie minutieusement les péripéties de cette polémique (p. 287-318).

Concernant l'attitude des historiens soviétiques envers les approches non marxistes, particulièrement lorsqu'il s'agissait d'analyser l'histoire des masses populaires hors du cadre de la théorie de la lutte des classes, A. Gordon revient sur les réactions de V. Daline envers les derniers ouvrages de R. Cobb. Daline dénonçait « l'évolution » de R. Cobb, et lui reprochait d'avoir laissé de côté l'histoire de la lutte des masses (p. 267). Il montre ainsi très bien qu'on ne considérait comme historiens « progressistes », en URSS, que ceux qui s'en tenaient à la théorie marxiste. Dans les années suivantes, le pluralisme se développe. On l'aperçoit nettement dans le chapitre que consacre l'auteur à la célébration du Bicentenaire de la Révolution française en URSS ; d'après ses calculs, entre 1985 et 1989 ont paru quatorze monographies et autant de recueils d'articles (p. 327) (voir aussi à ce propos l'information que j'ai publiée dans les *AHRF : Chronique des ouvrages publiés à l'occasion du bicentenaire de la Révolution en Union Soviétique* – 1992, N° 288, p. 279-280).

Dans son ensemble, A. Gordon ne doute pas que l'étude de la lutte rurale a été la « contribution la plus importante » de ses prédécesseurs aux études révolutionnaires, citant les noms de N. Loukine et A. Ado (p. 366), dont il a analysé en détail les œuvres au fil de son livre. À proprement parler, cette conclusion me semble limitée, car je suis sûr que la contribution de nos prédécesseurs (V. Daline, A. Ioannissian, G. Tchertkova et d'autres) à l'étude de la pensée communiste et du mouvement des « enragés » (Y. Zakher) ne le cède pas par sa portée à celle citée par l'auteur. Il croit que « les historiens soviétiques et l'historiographie soviétique ont occupé dans son ensemble leur place dans la recherche mondiale de la Révolution française » (p. 369). Mais quelle place ? Il me semble que les historiens de l'URSS ont occupé une place majeure dans l'historiographie de la Révolution française, surtout si l'on prend en considération leur apport à l'étude de l'époque révolutionnaire vue d'*en bas*. Il ne faut pas oublier que les représentants les plus célèbres des différentes générations d'historiens français de la Révolution, d'Albert Mathiez à Jacques Godechot, ont constamment regretté de ne pas savoir lire le russe...

Bien d'autres aspects du livre mériteraient d'être présentés ou discutés.

Incontestablement, le livre d'Alexandre Gordon est une étude originale, critique et richement documentée, soutenue par la grande érudition de son auteur et son désir sincère de réévaluer impartialement la contribution de ses prédécesseurs à l'histoire de la Révolution française. Il nous invite à repenser la complexité de l'historiographie soviétique, et nous aide à nous orienter dans sa redécouverte.

AHRF. 2010. N° 362. Octobre-décembre. P. 193-195.